

VOL. NO. - VOL. NO	FILE NUMBER - DOSSIER NO
TO - À	SUBJECT - SUJET
FROM - DE	

DEPARTMENT OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT
MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

[illegible]

Closed File

Jan.	'72
------	-----

Dec. 172

379/29-16 - CONTRACT SERVICE SOCIAL

10/70

BEST AVAILABLE COPY

1141 Route de L'Eglise, (Ste-Foy),
C.P. 8300, Québec 10, P.Q.

Monsieur George Cabot,
Directeur,
Services administratifs,
Service Social de Gaspé,
C.P. 39,
Gaspé, P.Q.

Le 20 décembre 1972.

379/29-16-2 (CTB)

Cher monsieur,

Je vous retourne dûment approuvé par les autorités régionales le contrat de service entre notre Ministère et votre Agence en vue de pourvoir les réserves de Restigouche et Maria de service social professionnel.

J'ai grandement apprécié le rapport descriptif et statistique soumis à même cette proposition de contrat qui m'a donné le profil du travail fait comme des objectifs qui sont envisagés pour les mois subséquents.

J'apprécierais que vous me soumettiez directement à ce bureau vos propositions de contrat qu'ouvre l'année fiscale 73-74 étant donné que ce nouveau contrat accusera un surplus budgétaire et exigera sa soumission au Conseil du Trésor d'Ottawa.

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.

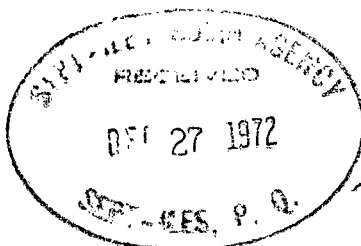
Le Surveillant régional,
Services Sociaux,

ORIGINAL SIGNED BY
C. T. BLOUIN

C.T. Blouin.

Pièces-jointes.

c.c. Surintendant, Sept-Iles.



S - D

CONVENTION A L'EGARD D'UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien,

D'UNE PART,

ET

Le Service Social de Gaspé

D'AUTRE PART.

En vertu de la présente convention, le Service Social de Gaspé accepte de fournir des services sociaux professionnels aux Indiens qui vivent dans les réserves de Maria et Restigouche. Les services comprendront l'orientation individuelle et familiale; la consultation auprès des administrateurs, si nécessaire, sur les circonstances entourant l'octroi d'assistance financière; la protection et la garde d'enfants délinquants, manquant de soins ou abandonnés; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre Social; le placement d'adultes; l'organisation communautaire et l'action sociale auprès des communautés indiennes et de ses membres en rapport avec les besoins exprimés par les conseils de bandes, des groupes d'individus et des officiers du Ministère.

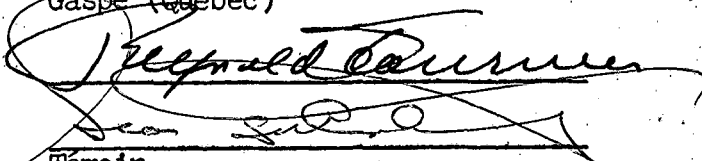
Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien accepte de payer au Service Social de Gaspé un montant ne dépassant pas \$24,880.00 pour l'année financière commençant le 1er avril 1972 et se terminant le 31 mars 1973 en vue de payer les dépenses de praticiens sociaux engagés à plein temps, les services de surveillance professionnelle, les frais de déplacement, les services de secrétariat et d'administration, ainsi que les consultations professionnelles au fur et à mesure des besoins.

Le Service Social de Gaspé pourra demander, à l'occasion, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une avance de fonds que l'organisme de bien-être social utilisera pour payer les frais des services mentionnés au premier paragraphe.

La présente convention restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1973, sauf si l'une ou l'autre des parties en cause décide de mettre fin à l'accord en faisant tenir à l'autre partie un avis par écrit à cet égard, au moins un mois avant la date de cessation.

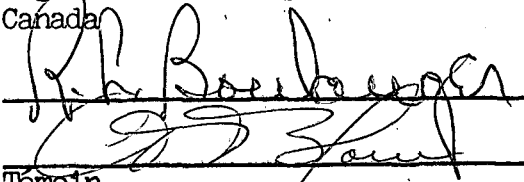
La présente convention pourra être renouvelée pour l'année financière 1973-74 suivant l'estimation des frais établis par le Service Social de Gaspé et présentée par ce dernier au plus tard le 1er avril 1973.

Signée au nom du Service Social de Gaspé (Québec)


Témoin

4-12-72
Date

Signée au nom du gouvernement du Canada


Témoin

14-12-72
Date

26081 DEC 672000520

BEST AVAILABLE COPY

SERVICE SOCIAL DE GASPE (05130-61)

PREVISIONS BUDGETAIRES 1972-73
RESERVES INDIENNES MARIA-RESTIGOUCHE

SALAIRES:

GIDEON, Françoise	7,011.-	
DOIRON, Dominique	3,224.-	
(1) Technicien en Assistance Sociale	<u>1,887.-</u>	12,122.-

NOTE: . 1.- Salaire selon convention collective
2.- Secrétaire à temps partiel (2/3)

BENEFICES SOCIAUX:

Rentes - R.A.M.Q. - Fonds de Pension -
Commission des Accidents du Travail -
Assurance-Chômage - Assurance collec-
tive - Congés-maladie.

Selon normes contractuelles (15%) 1,818.-

FRAIS DE VOYAGES:

1.- Allocation au mille pour praticiens	2,640.-	
2.- Frais de Voyages - Administration	900.-	
3.- Hôtel - Repas	<u>500.-</u>	4,040.-

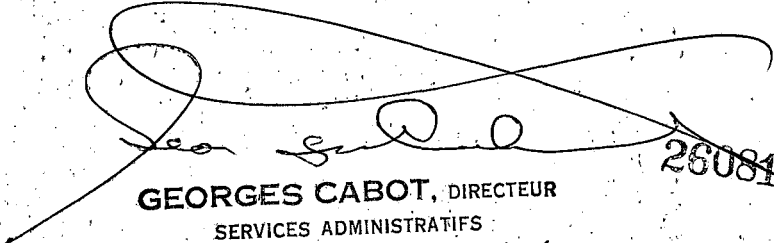
FRAIS GENERAUX:

Fournitures - Papeterie - Téléphone -
Impression - Timbres - Loyer - Loca-
tion d'Equipement - Comptabilité 2,800.-

CONSULTATION PROFESSIONNELLE:

4,100.-

\$24,880.-


GEORGES CABOT, DIRECTEUR
SERVICES ADMINISTRATIFS
SERVICE SOCIAL DE GASPE

26081 DEC 672

000521

BEST AVAILABLE COPY

Indian and
Northern Affairs

Affaires indiennes
et du Nord

SEPT-ILES, le 5 janvier 1973.

Monsieur Jean-Marc Roy,
Directeur général,
Service Social du Saguenay,
768 Bossé,
Hauterive, P.Q.

Your file Votre référence

Our file Notre référence

379/29-16 (FB)

Monsieur,

La présente donne suite à un échange de correspondance entre Monsieur Yvon Savard et vous-même, concernant les services dispensés par votre Agence au bénéfice des Indiens.

Je tiens à vous remercier de la bonne marche de l'entrevue que nous avons eu ensemble au cours de la journée du 4 janvier dernier, entrevue qui nous a permis de jeter un regard sur la situation actuelle et les mesures correctives pouvant être apportées en vue de donner un meilleur service aux populations indiennes qui nous concernent mutuellement.

Je confirme ici mon accord sur la création d'un comité conjoint au niveau de nos deux organismes. Je suis, comme vous, convaincu que la première réunion de ce comité conjoint nous permettra de définir les rôles respectifs des deux coordonnateurs que nous avons à l'intérieur de nos services. La première réunion de ce comité pourrait avoir lieu à la fin de janvier à une date précise sur laquelle nous nous entendrons au cours de la semaine prochaine.

De notre côté, participeront à ce comité, Mademoiselle Suzanne Lemire, Travailleur social de district, Monsieur Claude Blouin, Travailleur social au niveau régional, Monsieur Jacques Coster, Surveillant de district, Affaires Communautaires, et moi-même. De votre côté, tel qu'entendu, Monsieur Paradis, votre coordonnateur des services sociaux aux Indiens, en fera partie ainsi que Monsieur Louis-Marie Proulx, Directeur des services professionnels, et vous-même.

Il nous sera possible aussi lors de cette réunion de discuter des autres problèmes qui semblent avoir surgi de part et d'autre, concernant l'entente que nous avons avec votre organisme. Par la suite, ce comité conjoint pourra se rencontrer, à demande, et s'adjoindre un représentant indien.

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

Tel qu'entendu également lors de notre réunion, j'espère qu'il vous sera possible de procéder au plus tôt à l'engagement du Personnel pour Schefferville. Vous êtes déjà au courant de la priorité qu'est pour notre ministère le cas de Schefferville.

En conséquence, nous revenons donc sur l'énoncé de la page 2, premier paragraphe, de la lettre de Monsieur Savard, datée du 27 novembre 1972, concernant la position du coordonnateur au sein de votre Agence. Nous sommes confiants que les discussions futures du comité conjoint ainsi qu'une meilleure communication entre les gens qui oeuvrent au sein des deux organismes, sauront aplanir les difficultés qui existent et nous permettront de retenir cette position.

Soyez assuré, Monsieur, que j'apprécie hautement les efforts que vous faites présentement pour assurer de meilleurs rapports entre nos deux organismes.

Bien à vous,

Le Surintendant de district,



F. Boivin.

c.c.: Monsieur R. L. Boulanger.
Monsieur J. Coster.
Mademoiselle S. Lemire.

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Jean-Marc Roy,
Directeur général,
Service Social du Saguenay,
768 Bossé,
Hauterive.

Tel qu'entendu lors de notre conversation téléphonique de ce matin, je désire vous confirmer votre rencontre avec Monsieur Yvon Savard, vendredi matin, le 8 décembre 1972, vers les 9:30 - 10:00 heures.

6/12/72

Maurice Goy
Pour/ Yvon Savard,
Surintendant de district,
Ministère des Affaires Indiennes,
Sept-Îles.



GOVERNMENT OF CANADA

GOUVERNEMENT DU CANADA

FILE NO.—DOSSIER N°

DATE

20-12-72

TO—À
M. Leonard Borwin

FROM—DE

Nicole☐PLEASE CALL
PRIÈRE D'APPELER

TEL. NO.—N° TEL.

EXTENSION—POSTE

☐WANTS TO SEE YOU
DÉSIRE VOUS VOIR

DATE

TIME—HEURE

☐WILL CALL AGAIN
DOIT RAPPELER☐ACTION
DONNER SUITE☐APPROVAL
APPROBATION☐COMMENTS
COMMENTAIRES☐DRAFT REPLY
PROJET DE RÉPONSE☐MAKE
FAIRECOPIES☐NOTE AND FILE
NOTER ET CLASSER☐NOTE & RETURN
NOTER ET RETOURNER☐NOTE & FORWARD
NOTER ET FAIRE SUIVRE*Pour faire suite à ton télé-
phone de ce jour.*CALL RECEIVED BY
MESSAGE REÇU PARTIME
HEURE

000525

BEST AVAILABLE COPY

Service Social du Saguenay

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

COPIE

ERB
C7B

Le 4 décembre 1972

379/29-16-1
QA.
EM

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578

Monsieur Yvon Savard
Surintendant de district
Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord
700 avenue Laure
Sept-Iles

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

Monsieur,

La présente fait suite à votre communication pour le moins stupéfiante du 27 novembre dernier concernant l'état actuel de nos programmes de services aux Indiens.

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Permettez-moi de vous signaler tout d'abord qu'une lettre du type de celle que vous m'avez transmise n'est guère de nature à susciter cette "collaboration indispensable" à laquelle vous semblez pourtant vouloir faire appel. Quiconque pourrait facilement se méprendre sur vos sentiments et vos intentions véritables à l'égard de notre Agence en se fiant uniquement au contenu de votre lettre et au ton général qui s'en dégage.

Je craindrais fortement, de mon côté, de juger par trop sévèrement votre démarche en ne prenant pas d'abord la précaution de vous rencontrer personnellement pour obtenir l'éclairage approprié quant à vos allégations et quant à votre décision unilatérale de nous retirer le poste de coordonnateur. Veuillez donc prendre note que je serai de passage à Sept-Iles, jeudi le 7 décembre et possiblement le lendemain, 8 décembre. Je vous saurais gré de m'informer d'ici là de votre disponibilité à me recevoir à votre bureau, soit jeudi après-midi, soit le vendredi avant-midi, aux fins d'un entretien strictement personnel.

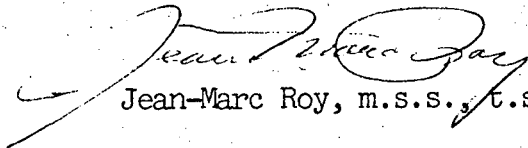
26222 DEC 772

BEST AVAILABLE COPY

Je vous saurais gré de croire que des résultats
d'une telle rencontre peut dépendre pour une large part la qualité
des rapports futurs entre nos deux (2) organismes.

Bien vôtre

Le Directeur Général


Jean-Marc Roy, m.s.s., t.s.p.

JMR/ah

copie à: M. R.L. Bélanger
Directeur Régional

26822 DEC 772

Indian and
Northern AffairsAffaires indiennes
et du Nord

SEPT-ILES, le 27 novembre 1972.

*Monsieur J. M. Roy,
Directeur général,
Service social du Saguenay,
Rue Bossé,
Hauterive, P.Q.

Your file Votre référence 379/29-16 (YS)

Our file Notre référence

Monsieur,

La lenteur avec laquelle les nouveaux services tel qu'entendu par les responsables du Secteur indien de votre organisme et les responsables des Services sociaux aux Indiens de notre ministère, sont mis sur pied, provoque chez-nous quelques questions. Pourtant, la situation critique de Schefferville avait été perçue de façon très juste par une étude effectuée par Monsieur Jacques Paradis au mois d'août dernier. Nous voilà à la fin de novembre, et non seulement rien n'est encore en place, mais la personne responsable du Service social aux Indiens à Schefferville a démissionné et n'est pas remplacée.

Nous comprenons la difficulté de recruter du personnel pour Schefferville, mais nous sommes en droit de nous demander s'il n'existe pas un manque d'intérêt de la part de votre organisme. Pour notre part, à la suite de cette étude de Monsieur Paradis et des commentaires de notre Section des Affaires Communautaires, nous avons mis en place en l'espace d'un mois du personnel au niveau loisirs (deux animateurs en loisirs), et un Conseiller en éducation. Nous avons appris que les offres d'emplois pour Schefferville n'ont été publiées par votre organisme qu'au début de novembre, alors qu'une entente était intervenue à la mi-septembre pour que cela se fasse très vite. Bien sûr, à cause de certaines priorités qui nous apparaissaient essentielles, nous avons dû vous demander de remettre à plus tard vos projets initiaux et de vous concentrer sur le problème de Schefferville. Mais pourtant nous pensions qu'après les discussions intervenues entre votre organisme et notre ministère, vous aviez compris et accepté l'urgence de la situation.

Un autre sujet que nous aimerions aborder avec vous, est le rôle de votre coordonnateur aux Services aux Indiens. Depuis que celui-ci est à Hauterive, il semble que notre travailleuse sociale ait beaucoup de difficultés à le rejoindre. Pourtant, bien que nous ne connaissions pas à fond les objectifs de ses fonctions, nous imaginons que le plus gros de son travail devrait se faire en collaboration étroite avec Mademoiselle Lemire. Celle-ci s'est rendue à Bersimis la semaine dernière et lui avait proposé de le rencontrer à Hauterive. Mercredi matin, la secrétaire de Monsieur Paradis lui apprenait que celui-ci ne pouvait la rencontrer. Ce poste de coordonnateur n'existe

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

qu'au niveau de notre district et a été ouvert au moment où notre ministère ne possédait pas de travailleur social au niveau du district. Par contre, certaines agences possédant des contrats similaires au vôtre avec notre ministère et poursuivant les mêmes objectifs, n'ont pas de coordonnateur. De plus, nous savons que dans ces cas là, notre travailleuse sociale exerce une certaine supervision sur le travail des praticiens, supervision qui est guidée par ses contacts fréquents avec les familles indiennes et le "feed back" avec les différents officiers voyageant sur les réserves et nous devons avouer que la collaboration des praticiens est beaucoup plus grande étant donné les contacts fréquents avec notre travailleuse sociale. En conséquence, nous ne croyons pas justifier l'utilité de payer pour une telle position au sein de votre agence et selon les termes du contrat qui nous lie au paragraphe 4 de la première page, nous vous informons que nous désirons résilier cette partie du contrat avec date effective, le 1er juin 1973.

De plus, l'augmentation impressionnante des placements d'enfants en foyers nourriciers et la politique de votre agence à ce sujet nous causent certains problèmes. Nous ne pouvons naturellement pas discuter des actes professionnels posés par vos praticiens avec le peu d'information que possèdent les formules d'autorisation; cependant, nous sommes à même de constater l'impact social que provoquent ces placements sur les réserves. Nous avons demandé à Mademoiselle Lemire d'organiser une rencontre avec Monsieur Paradis pour étudier la question. Malgré ce que semble croire Monsieur Paradis, il nous semble impératif que vos praticiens assistent à cette rencontre, puisque c'est d'eux que dépendent directement ces placements.

Il serait donc nécessaire que d'ici au 15 janvier 1973, une réunion ait lieu entre les parties concernées pour cerner les différents problèmes qui ont fait l'objet de la présente et pour redéfinir le travail de coordination qui devra dorénavant prévaloir et surtout de façon à assurer la meilleure collaboration possible et qui d'ailleurs est indispensable entre votre organisme et notre ministère.

Bien vôtre,

Le Surintendant de district,

Y. Savard.

c.c. Monsieur R. L. Boulanger,
Directeur régional.

qu'au niveau de notre district et a été
ne possédait pas de travailleur social
certaines agences possédant des contrats
poursuivant les mêmes objectifs, n'ont pas
de coordonnateur. De plus, nous savons
que dans ces cas là, notre travailleuse
sociale exerce une certaine supervision
sur le travail des praticiens, supervision
qui est guidée par ses contacts fréquents
avec les familles indiennes et le "feed
back" avec les différents officiers
voyageant sur les réserves et nous devons
avouer que la collaboration des praticiens
est beaucoup plus grande étant donné les
contacts fréquents avec notre travailleuse
sociale. En conséquence, nous ne croyons
pas justifier l'utilité de payer pour une
telle position au sein de votre agence et
selon les termes du contrat qui nous lie
au paragraphe 4 de la première page, nous
vous informons que nous désirons résilier
cette partie du contrat avec date effective,
le 1er juin 1973.

Indian and
Northern Affairs

Affaires indiennes
et du Nord

Surintendant de district,
SEPT-ILES.

QUEBEC 4, le 23 novembre 1972.

Your file Votre référence

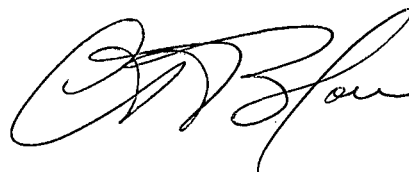
Our file Notre référence

S.L.
379/29-16-4 (CTB)

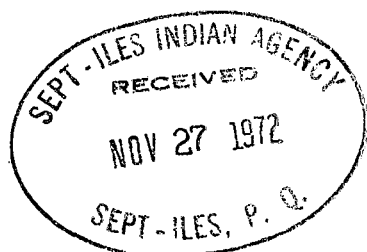
Résolution no. 64 -
Montagnais et Naskapis - Schefferville.

Nous accusons réception de la résolution ci-haut mentionnée,
laquelle est acceptée.

Le Surveillant régional,
Services sociaux,



C.T. BLOUIN.





BEST AVAILABLE COPY
DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION
INDIAN AFFAIRS BRANCH
BAND COUNCIL RESOLUTION

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

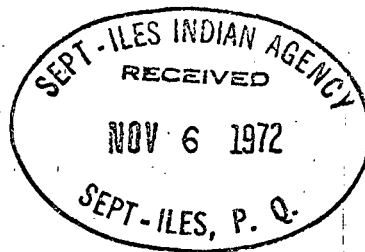
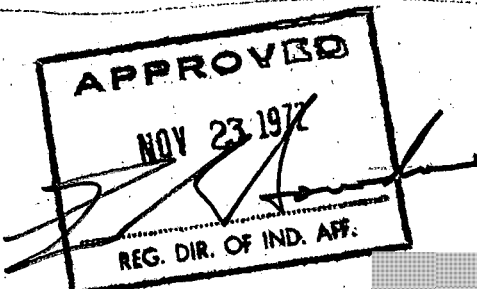
Montagnais et Naskapi No. 379/29-16
s.19(1)

NOTE: The words "From our Band Funds" must appear in all resolutions requesting expenditures from Band Funds.

The Council of the MONTAGNAIS & NASKAPI Band of Indians,
(Name of Band)
in the SEPT ILES Indian Agency,
(Name of Agency)
in the Province of Quebec at a meeting, held at Schefferville
(Name of Province in full) (Name of Place)
this 23 - 10 day of 10 A.D. 19 72
(In Full) (Month)

DO HEREBY RESOLVE:

Les conseils Montagnais et Naskapis
de Matimekash acceptent le contrat
de service offert par le service social du
Saguenay. Un contrat dans lequel le
Service Social s'engage à envoyer
deux Techniciens!



(Chief)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

(Councillor)

FOR HEADQUARTERS USE ONLY

1. TRUST ACCT	2. CURRENT BALANCES A. Capital \$ B. Revenue \$	3. Expenditure \$	4. Authority Indian Act Sec.	5. Source of Funds <input type="checkbox"/> Capital <input type="checkbox"/> Revenue
6. Recommended Date Superintendent, Reserves and Trusts		7. Approved Date Director, Indian Affairs		

IA5-7

24229 NOV 10 1972

000531

Conseil de Bande de Mingan,
Réserve indienne de Mingan,
Mingan, Cté Duplessis,
P.Q.

SEPT-ILES, le 21 novembre 1972
379/29-16

Re: Résolution du 16 septembre
concernant le projet de deux
animateurs pour la réserve de
Mingan.

Chef,

Nous avons reçu récemment votre résolution concernant le sujet ci-haut mentionné.

Ce projet élaboré par le Service Social, avait été approuvé par notre Ministère. Cependant, à cause de certaines circonstances spéciales, nous avons dû revoir nos politiques et laisser ce projet en suspens pour cette année.

Dans, nous gardons en mémoire votre approbation de ce projet, et espérons le mettre en application bientôt.

*Original signé
par S. Lemire*

S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
Min. des Affaires Indiennes,
705 Laure, Suite 19,
Sept-Iles, P.Q.

P.j.

BEST AVAILABLE COPY



MINISTÈRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
DIRECTION DES AFFAIRES INDIENNES

RÉSOLUTION DE CONSEIL DE BANDE

N° dans l'ordre chronologique

Référence de l'Administration centrale

NOTA: Les mots "des fonds de notre bande" doivent paraître dans toutes les résolutions portant sur des dépenses à même les fonds des bandes.

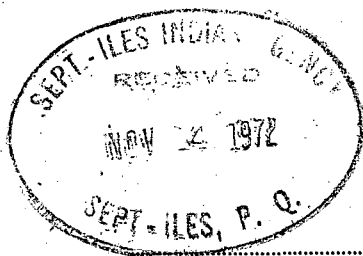
CONSEIL DE BANDE	de Mingan	RÉSERVÉ AU BUREAU PRINCIPAL			
AGENCE	Sept-îles				
PROVINCE	de Québec				
ENDROIT	Mingan				
DATE	16 ^{ième} jour	Septembre	19	72	
	JOUR	MOIS	ANNÉE		

DÉCIDE, PAR LES PRÉSENTES,

Que le Conseil de Bande de Mingan appuie
fortement le Service Social du Saguenay pour le projet
de deux animateurs sociaux pour les réserves concernés

Nous encourageons le Service Social
du Saguenay à poursuivre son projet; et nous espérons
que ce projet réussisse.

*Résolution → interprétation du projet initial qui a
été changé pour 2 raisons.*



s.19(1)

(conseiller)	(chef)	(conseiller)
(conseiller)	(conseiller)	(conseiller)
(conseiller)	(conseiller)	(conseiller)
(conseiller)	(conseiller)	(conseiller)

RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION CENTRALE					
1. COMPTE DE FIDUCIE	2. SOLDES COURANTS		3. Dépenses	4. Autorité Art. de la Loi sur les Indiens	5. Source des fonds <input type="checkbox"/> Capital <input type="checkbox"/> Revenu
	A. Capital	B. Revenu			
6. Recommandé			7. Approuvé		
Date			Date		
Fonctionnaire autorisé			Sous-ministre adjoint (Affaires indiennes)		

1A-612 (10-67)7530 - 21- 023 -3818

000533

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

BEST AVAILABLE COPY

Conseil de Bandes des Montagnais
et Naskapis de Schefferville

SEPT-ILES, le 8 Novembre 72

319/25

379/29-16

379/29-16

Messieurs,

Nous accusons réception de votre résolution numéro 64 en date du 23 oct 72
concernant le sujet suivant:

Contrat avec le Service Social

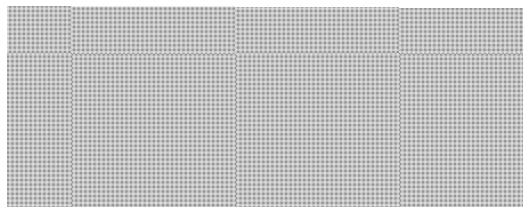
- ☐ Nous avons transmis cette résolution à notre ministère à Ottawa pour approbation.
- ☐ Nous avons transmis cette résolution au Bureau Régional de Québec pour approbation.
- ☒ Nous vous la retournerons approuvée par le District.
- ☐ Nous vous la retournerons pour être complétée.
- ☐ Nous vous la retournerons pour être amendée.
- ☐ Nous la retournerons, car elle ne respecte pas les exigences du Ministère. Commentaires inclus.
- ☐ Nous en avons pris bonne note, car vous pouvez prendre cette action au niveau de la bande, ceci étant la responsabilité de votre conseil.

COMMENTAIRES:

Nous avons pris bonne note
de cette résolution concernant votre
accord par notre entente avec le
Service Social

Espérant le tout à votre satisfaction.

Bien à vous,





DEPARTMENT OF CITIZENSHIP AND IMMIGRATION
INDIAN AFFAIRS BRANCH
BAND COUNCIL RESOLUTION

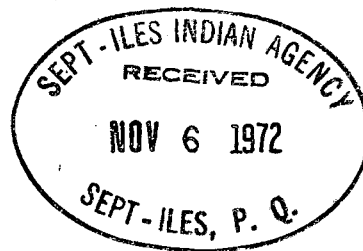
Montagnais et Naskapi No. 379/29-16 s.19(1)

NOTE: The words "From our Band Funds" must appear in all resolutions requesting expenditures from Band Funds.

The Council of the MONTAGNAIS & NASKAPI Band of Indians,
(Name of Band)
in the SEPT ILES Indian Agency,
(Name of Agency)
in the Province of Quebec at a meeting, held at Schefferville,
(Name of Province in full) (Name of Place)
this 23-10 day of 10 A.D. 1972.
(In Full) (Month)

DO HEREBY RESOLVE:

Les conseils Montagnais et Naskapi
de Matimekash acceptent le contrat
de service offert par le service social du
Saguenay. Un contrat dans lequel le
Service Social s'engage à envoyer
deux Techniciens.



<u>[Redacted]</u> (Chief)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)
<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)
<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)
<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)	<u>[Redacted]</u> (Councillor)

Chef

FOR HEADQUARTERS USE ONLY					
1. TRUST ACCT	2. CURRENT BALANCES		3. Expenditure \$	4. Authority Indian Act Sec.	5. Source of Funds <input type="checkbox"/> Capital <input type="checkbox"/> Revenue
	A. Capital \$	B. Revenue \$			
6. Recommended Date _____ Superintendent, Reserves and Trusts			7. Approved Date _____ Director, Indian Affairs		

M. Jacques Paradis
Service Social du Saguenay
768, rue Bossé
Hauterive, P.Q.

SEPT-ILES, le 7 novembre 1972.

379/29-16
379/29-4

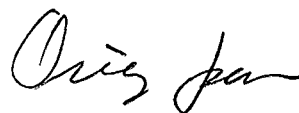
Re: Placement d'enfants
en foyer nourricier

Faisant suite à notre conversation téléphonique, je me permets de réitérer ma demande, d'une rencontre ayant comme sujet principal les placements d'enfants à Sept-Iles et Maliotenam.

Bien que je respecte le "statut Professionnel" de vos employés, j'aimerais que l'on discute du "feed-back" que j'ai de votre actuelle politique de placements. Je pense toutefois qu'une rencontre à notre niveau seulement ne serait pas suffisante.

J'aimerais connaître et surtout comprendre comment s'effectue un placement; comment la mentalité indienne réagit à ces placements. Je sais pertinemment que certaines habitudes ont été créées et que vos praticiens font face à des situations difficiles.

Cependant, je me demande s'il n'est pas temps de mettre en commun nos expériences et d'établir une politique de placements adaptés à la population indienne de Sept-Iles et Maliotenam.



S. Lemire
Travailleuse sociale
Min. des Affaires Indiennes
700, ave Laure, suite 19
Sept-Iles, P.Q.



Indian and
Northern Affairs

Affaires indiennes
et du Nord

Surintendant de district,
Sept-Iles.

QUEBEC 4, le 17 octobre 1972.

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Jc.
379/29-16-1 (CTB).

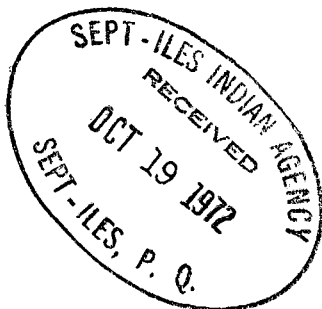
Contrat de Service
Service Social du Saguenay.

Je viens de retourner au Directeur du Service social précité les propositions de Contrat de Service qui nous ont été soumises non signées.

Aussitôt reçues, je les ferai parvenir, avec la documentation nécessaire, à Ottawa pour soumission au Conseil du Trésor.

M
Entretemps, j'aimerais que vous me fassiez parvenir un sommaire des activités de l'agence de service social pour l'année fiscale 1971-72, un peu plus explicite que le tableau synoptique du nombre de cas actifs reçu hier dans le courrier.

D'un autre côté, j'aimerais savoir de quelle façon les Conseils de Bandes ont été consultés ou informés des services rendus actuellement par le service social, ainsi que des nouvelles propositions qui ont été faites par le service social pour l'année en cours.



Le Surveillant régional des
services sociaux,

C. T. Blouin.

BEST AVAILABLE COPY

29-16

PROPOSITION DE SERVICES SOCIAUX A
LA COMMUNAUTE INDIENNE DE
SCHEFFERVILLE -



BEST AVAILABLE COPY

INTRODUCTION

L'agence de Service Social du Saguenay croit nécessaire de répondre à la demande de services pour la réserve de Schefferville, formulée par le district de Sept-Iles du Ministère des Affaires Indiennes. Nous soumettons donc notre réponse en précisant les objectifs fondamentaux que nous poursuivons, l'analyse psycho-sociale de la population indienne de Schefferville sur laquelle nous nous basons pour proposer des interventions précises, et, enfin, les interventions que nous croyons essentielles, pour ce qui regarde notre domaine spécifique d'action.

A - POSITION DE BASE.

Le domaine du Service Social du Saguenay.

Le Service Social du Saguenay entend jouer un rôle important dans une politique sociale axée sur le développement. "Il estime sa contribution essentielle pour le maintien et la généralisation des prérequis au développement équilibré de l'ensemble des personnes et des communautés. Tout comme la sécurité du revenu et la santé, le Service Social ne peut pas à lui seul assurer le développement et le plein épanouissement des personnes et des communautés, pas plus qu'il ne saurait constituer une solution universelle ou définitive aux

BEST AVAILABLE COPY

déséquilibres et aux problèmes engendrés par les structures socio-économiques. Néanmoins, comme moyen organisé de solidarité et d'entraide, il constitue l'une des dimensions majeures d'une politique sociale au service de l'homme."

Les objectifs de base du Service Social du Saguenay.

"Avec la sécurité du revenu et la santé, la socialité^{*} est un prérequis à la formation d'une personnalité stable et équilibrée, tant individuelle que collective. Cette stabilité et cet équilibre constituent le premier palier nécessaire et fondamental du développement social. Avec les autres dimensions de la politique sociale, le Service Social contribue à la promotion des personnes et des groupes, en leur permettant d'utiliser pleinement toutes leurs ressources d'une façon libre et autonome.

Le rôle du Service Social dans la poursuite de ces finalités ultimes s'exprime dans les objectifs spécifiques du domaine de la socialité:

1.- Promouvoir l'autonomie des personnes et des groupes.

Le Service Social vise à maintenir, à accroître et à restaurer la capacité et la motivation des personnes et des groupes à

* Ce terme réfère à un état d'équilibre dans les relations entre un individu et sa communauté; cet équilibre existe lorsque des personnes autonomes et responsables participent au projet collectif.

BEST AVAILABLE COPY

résoudre leurs problèmes d'ordre psychologique et social; ils visent à les rendre aptes à s'autodéterminer et à utiliser leurs propres ressources et celles de leur environnement.

2.- Aider les personnes et les groupes à assumer leurs responsabilités.

Le Service Social vise également à maintenir, à accroître ou à restaurer la capacité et la motivation des personnes et des groupes à assumer leurs responsabilités, à développer la solidarité et l'entraide et à participer à la vie communautaire.

Ces deux (2) objectifs que poursuivent les services sociaux sont indissociables; ils se complètent mutuellement et sont les deux éléments indispensables d'une société propice au développement et à l'épanouissement des personnes et des communautés." *

Le Service Social du Saguenay considère ces objectifs comme la base première de toutes ses interventions auprès des populations indiennes. Aussi, l'agence de Service Social du Saguenay entend jouer un rôle qui lui est propre et défini à partir de ces objectifs.

* ref.: Document de travail sur la définition du rôle du Service Social.

BEST AVAILABLE COPY

B - ANALYSE SOMMAIRE DE LA SITUATION PSYCHO-SOCIALE DE
LA RESERVE DE SCHEFFERVILLE.

Afin d'intervenir selon notre compétence, le secteur des services sociaux aux Indiens de l'agence a cru nécessaire de développer une analyse psycho-sociale de la réserve de Schefferville.

Les résultats de cette analyse que nous soumettons, quoique très sommaires, présentent des hypothèses d'application assez précises pour l'élaboration de grandes lignes d'actions.

L'ANALYSE PSYCHO-SOCIALE.

La situation que les Indiens de la réserve de Schefferville vivent à l'heure actuelle, présente tous les signes d'une névrose collective. Le fait que les manifestations que plusieurs ont pu constaté, les bagarres, le flânage, le vandalisme, l'abus de boissons alcooliques, et autres, se présentent avec un taux de fréquence élevé et semblent être partagés par une bonne partie de la population et non seulement par un petit groupe d'individus, indique bien que nous sommes en présence d'un phénomène collectif d'inadaptation.

L'étude des racines de cette inadaptation va nous permettre de déterminer les aspects de la vie collective des Indiens sur lesquels il serait nécessaire d'intervenir en premier lieu. Il est

BEST AVAILABLE COPY

important de souligner ici que ce problème d'inadaptation semble se poser de façon différente pour les Naskapis que pour les Montagnais. Cette différence s'explique en partie par le contact plus récent des Naskapis avec la "civilisation" blanche. Nous verrons plus loin quel rôle joue cette différence dans l'inadaptation des deux collectivités indiennes de Schefferville.

1.- Le problème de la dépendance.

Le premier aspect que nous avons relevé comme étant un facteur important de l'inadaptation des Indiens de Schefferville, est la dépendance presque "orale" que vit quotidiennement cette population. Ce n'est pas un fait nouveau, mais il est important de regarder comment les Indiens l'ont vécu dans le déménagement de la nouvelle réserve.

De l'élaboration du complexe "Matimekosh" à la construction des remises, il n'y a aucune responsabilité donnée comme telle à l'Indien. Tout a été fait en dehors des Indiens, et dans des formes "blanches". Nous ne croyons pas nécessaire de souligner l'information et les consultations qui ont été faites, car c'étaient des propositions extérieures, donc "peu" reliées à ce que sont les Indiens. Ce qui entraîne nécessairement une attitude passive, puisque l'Indien n'y voyait aucune appartenance, aucun lien avec son vécu.

BEST AVAILABLE COPY

Que maintenant nous attendions que l'Indien prenne ses responsabilités vis-à-vis son nouvel habitat, cela n'a aucun sens puisque la plus grande partie de "l'opération Matimekosh" s'est faite en définitive sans lui. Qu'on veuille maintenant lui donner des devoirs, comme celui de prendre soin de sa maison, sans lui avoir donné des droits, comme celui de choisir sa maison, de choisir la couleur des murs, c'est faire fausse route puisque l'Indien ne se sent nullement responsable vis-à-vis ces actions. De plus, cette dépendance longtemps entretenue a créé des habitudes qui amènent l'Indien à "réclamer" de plus en plus, sans pour cela être capable de prendre la responsabilité de sa réclamation.

Un fait assez significatif qui souligne cette dépendance et la non-responsabilité engendrée par cette dernière, est le "loyer" mensuel de \$20.00 exigé pour l'enlèvement des ordures et pour l'entretien. Par cette demande, on a sans doute voulu impliquer la responsabilité de l'Indien, mais il apparaît que beaucoup d'Indiens n'ont pas ce "sentiment" puisque ceux-ci considèrent le \$20.00 comme étant un droit qu'ils se donnent d'obliger les Affaires Indiennes à réparer ce qu'ils brisent. Ainsi, on a entendu des Indiens dire qu'ils avaient le droit de casser des vitres puisqu'ils payaient pour cela.

BEST AVAILABLE COPY

2.- Le phénomène de l'identification.

Le deuxième aspect que nous avons analysé, est l'identification qu'ont les Indiens d'eux-mêmes.

Alors que dans leur mode de vie "traditionnel" l'Indien établissait sa personnalité individuelle et sociale dans chaque geste qu'il était amené à poser, aujourd'hui il se voit confronté à un monde qu'il n'a pas choisi, et qui présente même des contradictions avec ses racines profondément culturelles.

Cette confrontation qui devient souvent un affrontement imposé de deux mondes définitivement différents, n'est pas sans altérer la fonction d'identification chez l'Indien. On peut d'ailleurs le percevoir clairement à Schefferville, où deux groupes d'Indiens, l'un en contact depuis plus longtemps avec la civilisation blanche, qui commence à s'identifier à certaines valeurs "blanches", pensons à la prise du "matérialisme" qui se manifeste par des stéréos, des télévisions couleur, des appareils ménagers modernes, et l'autre groupe, les Naskapis, qui "commence" à entrer en contact avec notre civilisation, et qui nous semble fonctionner de façon beaucoup "moins normale", c'est-à-dire rentrent beaucoup moins dans les cadres de vie que nous leur donnons.

BEST AVAILABLE COPY

Que s'est-il passé à Schefferville? On a transplanté des Indiens dans un cadre de vie copié exactement sur ce que nous, nous vivons. On a construit des "bungalows", on les a alignés selon un schéma banlieusard moderne, on a peinturé les intérieurs avec des couleurs pastels, etc... La réaction de l'Indien a été alors celle de celui que ne se retrouve pas, de celui qui ne se reconnaît pas.

Une des principales caractéristiques de celui que ne se retrouve plus, qui n'arrive plus à établir des correspondances avec son environnement, est l'anxiété. Les services médicaux de Schefferville nous ont révélé que deux vieux présentaient des signes de névrose, et que depuis le déménagement, ils ont commencé à distribuer des somnifères.

Ces remarques médicales nous indiquent des signes d'angoisse, d'anxiété. C'est loin d'être les seuls. Nous croyons que les plus frappants sont les abus de boissons, l'exhibitionnisme primaire (regarder par les fenêtres), le flânage en "gang", etc... Il devient de plus en plus évident que ces formes d'activités sont les exutoires de l'anxiété, de l'angoisse des Indiens.

Ces réactions deviennent des réactions normales. Un individu "sain" cherche à évacuer son anxiété ou son angoisse de façon active. Quel moyen ont les Indiens actuellement à Scheffer-

BEST AVAILABLE COPY

ville pour se libérer de ces tensions occasionnées par ce changement radical? Quels mécanismes ont-ils les Indiens pour exprimer cette anxiété? Aucun, sinon les moyens primaires, c'est-à-dire l'agression, la provocation, les abus de boissons, etc...

Pour l'Indien, il n'y a définitivement pas, pour le moment, de moyen à sa portée. Il n'a presque rien à dire et n'a rien eu à dire dans ces transformations. Et après cela, on s'attend qu'il réagisse en "bon citoyen". Mais sa réaction, qui en est une d'agressivité, en est une normale, face à une telle situation.

3.- "L'odeur de liberté".

Le troisième aspect que nous avons analysé est le pourquoi de la division qui semble se faire entre Montagnais et Naskapis.

On se demande si les Naskapis qui réagissent beaucoup plus que les Montagnais, ne présentent pas une "certaine odeur de liberté" par leur agression. Si on compare ce fait avec la réaction agressive qu'ont plusieurs Indiens envers leurs compatriotes qui travaillent pour des organisations "blanches" comme le Service Social, on peut se demander si les Montagnais n'ont pas le sentiment "d'avoir lâché" devant l'homme blanc, lorsqu'ils constatent les réactions des Naskapis, qui en définitive agressent

BEST AVAILABLE COPY

l'homme blanc. Ce qui entraînerait soit un sentiment de culpabilité, qui s'extériorise en faisant des Naskapis les boucs émissaires, ou soit un désir d'imitation.

En somme, les Naskapis présentent une ventilation beaucoup trop forte pour ce que les Montagnais peuvent supporter. Ce qui entraîne par conséquent une tension sociale entre les deux groupes.

C - LES GRANDES LIGNES D'ACTION QUE SUGGERE CETTE ANALYSE.

- 1.- La première action qu'il nous apparaît importante d'effectuer est de s'attaquer à la tension sociale qui existe entre les Montagnais et les Naskapis, sous peine de voir toutes les autres mesures d'intégration s'annuler, et même de voir certains groupes régresser.

Pour y arriver, nous pensons que des premiers efforts doivent être tentés pour unifier les deux conseils de bande afin de les amener à regarder ensemble les problèmes qui les affectent. C'est ce premier temps de la réunification du leadership officiel (les deux conseils de bande) qui influencera par la suite la rencontre des deux groupes d'Indiens.

- 2.- Le deuxième type d'action qu'il nous semble important de réaliser est de mettre en place des mesures intermédiaires

BEST AVAILABLE COPY

d'intégration. Plutôt que de proposer une intégration globale, comme c'est le cas actuellement, où tout est fait pour "embarquer" les Indiens dans les mêmes activités que les blancs de Schefferville, nous proposons des mesures intermédiaires où les Indiens pourront réaliser moins brusquement certaines identifications, certaines appartenances.

A titre d'exemple, nous suggérons la création d'un lieu, centre communautaire, petit parc, etc... dans un endroit central sur la réserve, lieu qui servirait de pôle d'identification. Pour ce faire, il est de première importance que ce soit des Indiens, possiblement sous l'incitation d'un animateur, qui décident de ce lieu, de son endroit, des activités à y faire, et même qu'ils le construisent.

Aussi nous croyons important que les règlements municipaux, de même que les mesures coercitives envisagées par le Ministère pour restreindre des abus, soient élaborés par les Indiens. Ce qui implique une acceptation pour un certain temps des différences avec ce qui se fait du côté blanc.

- 3.- Le troisième type d'action qui doit être envisagé vise à faire "reprendre" le sens des responsabilités.

Aussi, nous croyons que des initiatives doivent être encouragées face à leur habitat, soit par des transformations à l'inté-

BEST AVAILABLE COPY

nier ou l'extérieur, comme faire le terrassement du terrain.

Il nous apparaît essentiel que l'Indien vienne à établir une correspondance avec son habitat, car c'est une identification nécessaire pour le développement d'une personnalité tant sur le plan individuel que social.

D - LES PROPOSITIONS D'INTERVENTIONS DU SERVICE SOCIAL POUR
CE QUI EST DE SON DOMAINE SPECIFIQUE D'ACTION.

En tenant compte de l'analyse psycho-sociale de la situation de la réserve de Schefferville et des demandes d'intervention formulées par le Ministère des Affaires Indiennes, voici les propositions d'action du Service Social aux Indiens pour la prochaine année.

1.- La mise sur pied d'un lieu de contact, d'activité.

Favoriser la mise sur pied d'un pôle d'identification, c'est-à-dire amener les Indiens à comprendre la nécessité d'organiser un lieu de rencontre, d'activités, sur la réserve même.

L'organisation d'un tel lieu que ce soit une salle de rencontre, un centre communautaire, doit impliquer la participation des Indiens à tous les niveaux; au niveau de la conception, de l'organisation, de la construction, etc...

BEST AVAILABLE COPY

Que ce lieu serve aussi à des loisirs, nous le concevons fort bien, à la condition que l'implication des Indiens soit entière dans l'élaboration de cette activité.

Le moyen proposé: Un animateur ayant de bonnes connaissances de psychologie sociale qui aura comme principale tâche de favoriser la rencontre des Indiens sur la mise en place d'un tel centre communautaire.

2.- Une action d'animation auprès du Conseil de Bande.

Pour favoriser la réunification des deux groupes indiens, un travail de sensibilisation et d'animation doit être tenté auprès des représentants des deux bandes, afin que ces derniers élaborent des moyens indiens de transition à l'intégration (Ex.: Un code de règlements municipaux indien, des programmes d'embellissement "indiens").

Le moyen proposé: Ce travail pourrait être la deuxième tâche de l'animateur ou ce qui serait plus rentable, un deuxième animateur ayant des connaissances poussées en anthropologie.

3.- Une action de récupération.

Nous savons trop bien que ce travail ne donnera pas de résultats dans de court terme, ce qui nous amène à vouloir poursuivre notre travail auprès des Indiens ou des familles dans une

BEST AVAILABLE COPY

perspective de récupération. Mais là aussi, nous voyons la possibilité d'adapter nos méthodes à ce que sont les Indiens.

Une première action dans ce sens est de déménager notre praticien "clinicien" sur la réserve.

Une deuxième action sera de favoriser sa compréhension des tensions sociales existant au sein de la réserve, afin de l'amener à poser des interventions en accord avec celle-ci. Ainsi, le problème d'alcoolisme ne doit pas être vu dans une perspective de "maladie" comme c'est le cas chez la population blanche, mais plutôt dans sa dimension de répercussion d'une tension sociale.

4.- Une action de formation de personnel social indien.

Pour favoriser la prise en charge de certains aspects du développement de la réserve, et ainsi rétablir un certain sens des responsabilités auprès de quelques indiens, une action de formation devra être prise auprès de trois à quatre indiens, visant à leur donner une compréhension de leur situation sociale et des instruments de travail, pour intervenir sur les facteurs négatifs de leur intégration.

Le moyen proposé: Ce travail de formation sera établi à partir d'une pédagogie active, c'est-à-dire un apprentissage direct par une participation aux activités des animateurs.

BEST AVAILABLE COPY

Des critères de sélection des candidats indiens, un programme organisé de formation, et des critères d'évaluation seront essentiels pour la réussite de cette opération de formation.

5.- La collaboration avec les autres ressources.

Il est définitif que nous voyons ce travail en collaboration avec toutes les ressources, oeuvrant au sein de la communauté indienne.

Mais nous pensons que cette collaboration doit respecter des étapes d'évolution. Ainsi, nous estimons que, pour un premier temps, il est important que chaque ressource garde son autonomie d'action et que la collaboration s'établisse autour d'une information, d'une consultation. La réalité actuelle qui fait que l'une ou l'autre des ressources sache très peu ce que fait les autres, ignore l'optique de l'orientation donnée aux interventions des autres ressources, ne peut permettre l'unification immédiate de l'action de ces derniers sans provoquer des heurts et des refus qui serait beaucoup plus un retour en arrière. Aussi, nous voyons beaucoup plus un comité "consultatif" composé des différents intervenants de Schefferville, où chacun garde sa compétence d'action.

Pour ce faire, nous proposons une rencontre des différentes ressources oeuvrant sur la réserve de Schefferville. Rencon-

tre qui aurait pour but de définir, à partir des exigences de chaque ressource, les modalités concrètes de consultation et information.

BEST AVAILABLE COPY

BEST AVAILABLE COPY

CONCLUSION.

Quoique ce plan d'action repose sur une analyse sommaire, nous estimons, pour la prochaine année, atteindre deux types de résultats, si nous mettons en place l'équipement humain requis.

Un premier résultat serait de diminuer les manifestations d'inadaptation, telles que les abus de boissons, le vandalisme, le flânage, etc..., en réalisant un lieu de rencontre. Un tel lieu, en proposant des activités de conception indienne, permettra à l'indien de se relier à des "actions" à sa mesure, ce qui diminuera la tension occasionnée par les brusques changements du déménagement, éliminant ainsi le besoin, pour une part, de "défoulement".

On peut concevoir assez facilement que l'indien accomplissant une activité à sa portée, dans un cadre pensé par lui, non seulement se valorisera mais aussi rétablira des éléments indiens d'identification. La même conclusion peut s'appliquer à toutes mesures favorisant l'aménagement par lui de son environnement, et cela dans sa façon de voir les choses.

Le deuxième type de résultats que nous croyons atteindre par ce plan d'action est d'affermir la volonté indienne de réaliser des actions "responsables" pour améliorer leurs conditions de vie. En favorisant, par des mesures de sensibilisation et d'animation, tant auprès des

BEST AVAILABLE COPY

conseils de bande qu'après de groupes d'indiens la prise en charge d'activités "mineures", comme celui de réaliser un code de règlements indiens, les indiens de Schefferville établiront des premières brèches dans cette dépendance quasi orale.

Le fait de former des indiens par une technique active et progressive, nous amène à croire que nous développerons des indiens encore plus capables que nous, parce qu'indien, à réaliser des actions de développement, en concordance avec ce qu'ils sont.

Il est définitif que ces pronostics seront atteints seulement si nous y mettons le prix, non seulement en terme d'équipement humain, mais en efforts de compréhension de ce qui se passe, d'évaluation de la démarche, pour réaliser à temps les ajustements d'action qui s'imposeront. Mais nous croyons que c'est par ce chemin que l'apport du Service Social du Saguenay sera significatif pour le bien-être de la population indienne de Schefferville.

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

29-16.

Le 29 août 1972

FORESTVILLE

2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Monsieur Jacques Coster
Ministère des Affaires Indiennes
700 Avenue Laure
Suite 19
Sept-Iles

SEPT-ILES

405, Brochu
TEL: 962-2578

Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE

C. P. 188
TEL: 445

La présente s'inscrit dans le cadre des efforts que nous avons déployés conjointement avec votre Ministère au cours des derniers mois afin d'assurer à la population indienne de notre territoire des Services Sociaux toujours mieux adaptés, plus efficaces et surtout plus rentables humainement, socialement et économiquement parlant.

SHEFFERVILLE

Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Nous vous avons déjà soumis, dans un premier temps, un projet d'ensemble qui, compte tenu des informations alors disponibles de part et d'autre, nous apparaissait le plus susceptible d'apporter un minimum de réponses valables aux différents besoins perçus chez les communautés indiennes concernées.

Au moment où nos propositions de services, accueillies favorablement, semblaient même avoir fait l'objet d'une acceptation de principe par votre Ministère, vous nous avez fait part d'un changement dans vos choix de priorités d'intervention et conséquemment dans l'affectation d'une partie de vos ressources financières.

C'est à partir de ce moment que, ~~nonobstant~~ les inconvénients sérieux que ce revirement pouvait nous créer, nous avons souscrit à votre demande de formulation d'un programme de Services Sociaux destiné à la communauté indienne de Schefferville.

Prenant pour acquis que plusieurs indices de problématique cumulés entretemps, laissaient entrevoir un réel état d'urgence chez cette population, prenant pour acquis aussi que

vous entendiez déployer un effort particulier pour tâcher de remédier aux malaises profonds perçus alors des deux groupes d'Indiens coexistants à Schefferville, nous avons donc procédé à une analyse des principaux besoins susceptibles de faire appel à une action spécifique de la part de notre Centre.

Vous trouverez donc ci-joint condensés dans un même document notre appréciation de la problématique indienne de Schefferville ainsi que nos propositions d'intervention auprès de cette communauté.

Dans le but de faciliter la compréhension de notre approche des phénomènes d'inadaptation et de désorganisation sociales perçus nettement à Schefferville, afin de mieux faire ressortir la spécificité de l'action que notre Centre conçoit non seulement pouvoir mais devoir aussi déployer dans la conjoncture actuelle des besoins, nous avons jugé nécessaire de faire précéder nos propositions de Services par un énoncé des principes et objectifs fondamentaux sur lesquels nous entendons appuyer notre démarche en matière de Services Sociaux à la population de notre territoire.

Vous constaterez par ailleurs que le programme d'intervention que nous soumettons aujourd'hui à votre examen restera à traduire en termes budgétaires, dépendamment de votre acceptation ou non de nos propositions telles que formulées. Nous pouvons déjà estimer un coût global approximatif de \$35,000.00 pour la première phase d'exécution de notre projet, soit une période d'un (1) an.

Il nous apparaît à propos d'insister sur les deux (2) principales perspectives dans lesquelles se situe notre proposition de Services aux Indiens de Schefferville, soit la prévention et le développement social intégral. Nous jugeons de la plus haute importance d'investir dans un type approche qui débouchera éventuellement sur une réelle capacité des Indiens de trouver eux-mêmes réponse à leurs besoins particuliers.

Nous privilégions donc l'utilisation des techniques d'information, d'animation et de support auprès de personnes et de groupes (exemple: "leaders" naturels, comités divers, conseils de bande) dans le but de sensibiliser et de mobiliser l'Indien à ses besoins, de lui faire découvrir ses capacités réelles d'agir et de le stimuler à l'action, enfin de l'amener à mieux s'organiser aux plans individuel, familial et communautaire.

Il va sans dire qu'il ne peut s'agir ici que d'un programme à long terme qu'il nous faudra réévaluer et réajuster constamment. Une telle approche suppose aussi dès le départ, une collaboration très étroite de tous les intervenants concernés à Schefferville, qu'ils agissent dans le domaine de la santé, de l'éducation, des loisirs ou de la sécurité sociale. De même, la participation des autorités municipales et de la population blanche de Schefferville devra être obtenue.

Nous concevons toutefois que l'Indien demeurant toujours le premier concerné ici, nous ne pourrions vraiment l'atteindre de façon efficace et rentable que par une approche de l'intérieur, c'est à dire en le mobilisant lui-même dans des types d'action respectueux de ses valeurs, de son identité socio-culturelle et de ses aspirations propres.

Nous croyons donc avoir résumé assez clairement aux présentes l'essentiel de notre position face à la problématique indienne de Schefferville, et eu égard aux politiques de votre Ministère. Nous serons heureux de procéder à la signature d'un contrat de Services et à l'opérationnalisation de notre programme d'intervention dès que vous nous aurez communiqué votre acceptation du projet.

Veuillez agréer l'assurance de notre collaboration entière.

Le Directeur Général



Jean-Marc Roy, m.s.s., t.s.p.

JMR/ah

copie: Monsieur Claude Blouin
Ministère des Affaires Indiennes

CONTRAT DE SERVICE INTERVENU ENTRE:

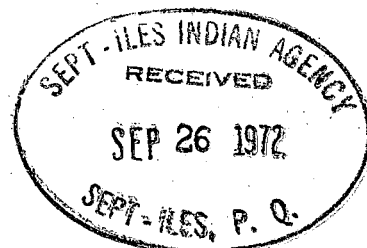
29-16

Le Gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien

D'UNE PART

ET

Le Service Social du Saguenay



D'AUTRE PART

En vertu du présent accord, le Service Social du Saguenay consent à assurer les services personnels et professionnels aux Indiens vivant dans les Réserves de Bersimis, Malioténam, Sept-Iles, Schefferville et de la Basse Côte-Nord, au Québec. Ces services comprendront des interventions professionnelles (counselling) auprès des individus et des familles; des consultations auprès des administrateurs du bien-être social, ainsi que des enquêtes, si besoin est, de demandes d'assistance financière des Indiens; la protection et soins aux enfants négligés et délaissés; la présentation de cas à la Cour de Bien-Etre Social; le placement d'adultes; toutes consultations et tous conseils donnés au comité de bien-être, aux conseils de bandes indiennes et aux Indiens mêmes, sur des questions de bien-être, d'organisation et d'action sociale.

Le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien convient de payer au Service Social du Saguenay une somme ne dépassant pas \$95,005 pour l'année financière allant du 01-04-1972 au 31-03-1973, afin de couvrir les dépenses engagées par le personnel à plein temps du bien-être social, les services administratifs et de secrétariat, les services du personnel professionnel de l'Agence, les frais de voyage, ainsi que les consultations de spécialistes, si besoin est.

Le Service Social du Saguenay pourra soumettre de temps à autre, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien, une demande d'avance que l'Agence de Service Social affectera au coût des services décrits au premier paragraphe.

Le présent accord demeurera en vigueur jusqu'au 31-03-1973, sauf résiliation anticipée par l'une quelconque des parties, pré-avis ayant été donné à l'autre partie au moins six (6) mois avant la date d'échéance.

Le présent accord pourra être reconduit pour l'année financière 1973-1974 sur la base d'une estimation budgétaire de frais, que le Service Social du Saguenay soumettra au plus tard le 15-04-1973.

Signé pour le compte du
Service Social du Saguenay

Signé pour le compte du
Gouvernement du Canada

DATE: _____

DATE: _____

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

SOMMAIRE DES DEPENSES

AFFAIRES INDIENNES

	<u>BUDGETS APPROUVES</u>				<u>BUDGET DEMANDE</u>
	<u>68 - 69</u>	<u>69 - 70</u>	<u>70 - 71</u>	<u>71 - 72</u>	<u>72 - 73</u>
	\$	\$	\$	\$	\$
Salaires	11,296.	19,605.	45,524.	51,482.	63,156.00
Bénéfices à l'emploi	1,034.	1,292.	3,288.	4,070.	5,300.00
Habitation	1,420.	875.	3,650.	5,900.	5,907.50
Frais de bureau	2,850.	1,550.	979.	1,018.	3,111.00
Téléphones	-	-	-	-	1,629.50
Frais de voyages	-	2,000.	7,425.	7,635.	11,000.00
Entraînement	2,750.	900.	1,100.	1,750.	5,000.00
Frais de recrutement	-	-	-	-	1,500.00
Mobilier	-	-	-	-	2,716.00
Outillage	-	-	-	-	500.00
Supervision	5,450.	3,700.	-	-	-
	<u>24,800.</u>	<u>29,922.</u>	<u>61,966.</u>	<u>71,855.</u>	<u>99,820.00</u>
Excédant budgétaire	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>3,014.</u>	<u>14,877.</u>	<u>4,815.00</u>
Coût net d'opération	<u>\$ 24,800.</u>	<u>\$ 29,922.</u>	<u>\$ 58,952.</u>	<u>\$ 56,978.</u>	<u>\$ 95,005.00</u>

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

LISTE DU PERSONNEL ET DES SALAIRES
1972-1973

AFFAIRES INDIENNES

	<u>MOIS</u> <u>D'EMPLOI</u>	<u>SALAIRE</u> <u>DEMANDE</u>
		\$
<u>SCHEFFERVILLE:</u>		
Marie Paule Bouchard, t.a.s.	12	7,040.00
Anthropologue (\$9,700.)	5	4,045.00
Educateur spécialisé (\$9,700.)	5	4,045.00
Secrétaire (\$4,628.)	5	1,930.00
<u>MINGAN:</u>		
Pierre Benjamin, t.a.s.	12	5,450.00
<u>SEPT-ILES ET MALIOTENAM:</u>		
Sr. Monique Gonthier, t.a.s.	12	5,950.00
Louise Bacon, t.a.s.	12	5,550.00
<u>BERSIMIS:</u>		
Thérèse Rock, a.s.	12	6,240.00
<u>TERRITOIRE:</u>		
Jacques Paradis, t.s.p. (Coord)	12	10,975.00
Francine Jean, secrétaire	12	5,304.00
Secrétaire supplémentaire (4,628. x 9/12)	9	3,471.00
		<hr/>
		\$60,000.00
AUGMENTATION RETROACTIVE AU 01-07-71 - 7% x 12M		
	x 46,509.00	3,156.00
(C.C.T. 01-07-71 au 31-03-73)		
		<hr/>
		<u>\$63,156.00</u>

NOTES EXPLICATIVES

1.- BENEFICES A L'EMPLOI:

Fonds de pension:	5% de 63,156.	=	3,158.00
Ass. - Vie Maladie:	\$5.00 / mois X 96 mois	=	480.00
Rentes du Québec:	\$88.20 / année X 7 + \$13,491.00 X 1.8%	=	860.00
R.A.M.Q.:	0.8% de \$63,156.	=	505.00
Ass. - Chômage:	0.72 X 412.8 sem.	=	297.00
			<u>\$ 5,300.00</u>

2.- HABITATION: (7 mois, sauf Agence de Haute-ri-ve)

Schefferville:	3 employés - 300 p.c. - \$2./p.c. plus \$75.00 X 9	=	1,725.00
Sept-Iles et Malioténam:	2 employés - 300 p.c. - \$4.50/p.c.	=	1,575.00
Mingan:	1 employé - \$75.00 X 7	=	525.00
Bersimis:	1 employé - \$80.00 / mois X 7	=	560.00
Agence Haute-ri-ve:	<u>\$12,180. X 1.5 personnes (18 mois)</u> 12	=	<u>1,522.50</u>
			<u>\$ 5,907.50</u>

FRAIS DE BUREAU:

Papeterie, timbres, comptabilité	\$915.00 X 6.8 praticiens/année X 50%	=	\$ 3,111.00
----------------------------------	---------------------------------------	---	-------------

et frais d'administration 1971-72:

\$36,590.00 pour 40 praticiens

4.-- TELEPHONES (9 MOIS):

Schefferville: $\$ 6.50 \times 9 = \$58.50 + 15 = 73.50$

Sept-Iles et Malioténam: $\$11.00 \times 9 = \$99.00 + 15 = 114.00$

Mingan: $\$10.50 \times 9 = \$94.50 + 15 = 109.50$

Bersimis:

$$\begin{aligned} \$ 7.50 \times 9 &= \$67.50 + 15 \\ &= 82.50 \end{aligned}$$

Territoire (Estimé): = 350.00

729.50

$$\text{Interurbains } \$100.00 / \text{mois} \times 9 = 900.00$$

\$ 1,629.50

5.-	<u>FRAIS DE VOYAGE:</u>		
	Hauterive-Bensimis:	(5,000 milles à 0.14)	= 700.00
	Sept-Iles - Malioténam:	(estimé: 5,000 milles à 0.14 X 2)	= 1,400.00
	Schefferville:	\$75.00 / mois - praticiens	= 2,700.00
	Schefferville - Sept-Iles:	20 voyages à \$150.00	= 3,000.00
	Mingan - Havre St-Pierre:	5,000 milles à 0.14	= 700.00
	Coordonnateur - Territoire (estimé):		= 2,500.00
			<u>\$ 11,000.00</u>

6.-	<u>ENTRAINEMENT EN COURS D'EMPLOI (ESTIME):</u>		
	Ensemble du territoire:		= 2,000.00
	Projet de formation:	(Animateur indien)	= 3,000.00
			<u>\$ 5,000.00</u>

7.-	<u>FRAIS DE RECRUTEMENT:</u>		
	Estimé:		=
			<u>\$ 1,500.00</u>

8.- MOBILIERS:

Schefferville:

1 bureau sec.	: \$250.	=	250.00
3 bureaux	: 200.	=	600.00
3 fauteuils	: 75.	=	225.00
6 chaises	: 20.	=	120.00
1 chaise dactylo:	60.	=	<u>60.00</u>
			\$ 1,255.00

Mingan:

1 bureau	: \$200.	=	200.00
1 fauteuil	: 75.	=	75.00
2 chaises	: 20.	=	<u>40.00</u>
			\$ 315.00

Bersimis

1 bureau	: \$200.	=	200.00
1 fauteuil	: 75.	=	75.00
2 chaises	: 20.	=	<u>40.00</u>
			\$ 315.00

Sept-Iles et Malioténam:

2 bureaux	: \$200.	=	400.00
2 fauteuils	: 75.	=	150.00
4 chaises	: 20.	=	<u>80.00</u>
			\$ 630.00
			<u>\$2,515.00</u>
			<u>201.00</u>
			Taxe 8% =

\$ 2,716.00

9.- OUTILLAGE:

Location d'équipement audio-visuel:

\$ 500.00

M. C.T. Blouin,
Bureau Régional,
Québec, P.Q.

SEPT-ILES, le 29 septembre 1972.

379/29-16

Contrat du Service Social.

Nous vous soumettons la proposition de contrat de service soumis par le Service Social du Saguenay, pour votre approbation.

Comme vous savez, nous avons dans notre budget pour les Services Sociaux, \$120,000.00; \$20,000.00 sont réservés pour l'agence de Gaspé. Les \$100,000.00 de différence seront partagés ainsi: \$95,005.00 pour le contrat ci-inclus, et \$4,995.00 pour un projet d'animation au niveau de Sept-Iles et Maliotenam. Si vous avez des questions sur la teneur du contrat, il nous fera plaisir de vous expliquer.

Les contrats avec les Services Sociaux prenant de plus en plus d'envergure, je pense qu'il est temps que nous révisions nos politiques dans ce domaine. Une rencontre franche et sincère entre nos "contracteurs" et nous-mêmes au niveau régional m'apparaît nécessaire. J'émetts une interrogation pour discussion future: Comment coordonner le travail de personnes ne dépendant pas du même organisme?

ORIGINAL ^{FM}
BY
S. LEMIRE

S. Lemire
Travailleuse Sociale
District de Sept-Iles.

p.j.

M. Jean-Marc Roy
Directeur général
Service Social du Saguenay
768, rue Bossé
Hauterive, P.Q.

SEPT-ÎLES, le 5 septembre 1972.

379/29-16

Monsieur,

La lecture de votre "Proposition de services sociaux à la communauté indienne de Schefferville" nous est apparue très intéressante.

La définition du domaine du Service Social et de ses objectifs de base nous permet de mieux comprendre votre rôle et vos champs d'activités dans notre société et dans l'optique de la nouvelle loi 65 concernant la réorganisation des services sociaux. De plus, l'analyse psycho-sociale de la réserve de Schefferville résume bien la situation actuelle de ce nouveau village. L'explication fournie quant au problème de dépendance, du phénomène d'identification rejoint en totalité nos opinions. L'hypothèse que vous avancez en décrivant "l'odeur de liberté" est aussi intéressante et serait à vérifier. Toutefois, certaines réalités historiques sont aussi à considérer dans la création de la tension sociale entre ces deux groupes d'Indiens.

Les propositions d'interventions de votre organisme pour ce qui est de son domaine spécifique d'action, répondent en grande partie à nos attentes. Cependant, l'action d'animation auprès du Conseil de Bande, devra s'articuler très sérieusement avec l'activité du responsable de la section "Administration des bandes" de notre ministère.

De toute évidence, les gens en place à Schefferville devront travailler en étroite collaboration, et formés une équipe suffisamment intégrées pour réaliser nos objectifs communs concernant cette population qui vit actuellement une situation de crise.

Nous serons donc très heureux de vous rencontrer le plus vite possible pour finaliser les termes du contrat et à établir les coûts de ces nouveaux services.

M. Coster, qui a pris connaissance de votre rapport, doit malheureusement s'absenter pour une période de 3 semaines. Cependant, de façon à ne pas priver la population de Schefferville d'un service dont elle a besoin depuis longtemps, M. Savard, surintendant de District le remplacera. Si la semaine du 9 septembre prochain vous convient pour une rencontre, vous pouvez communiquer avec nous pour fixer une date et une heure précise.

Je profite de l'occasion pour féliciter M. Paradis qui a sans doute beaucoup travaillé sur ce rapport, celui-ci sera d'une grande utilité, non seulement pour le

- 2 -

travail à faire à Schefferville mais aussi pour sensibiliser les personnes du ministère et de la communauté en général du véritable rôle du service social.

ORIGINAL PAR
BY
S. LEMIRE

S. Lemire
Travailleuse Sociale
Min. des Affaires Indiennes
700, ave Laure, suite 19
Sept-Îles, P.Q.

c.c. C.T. Blouin

 *Le Service Social du Saguenay*

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Le 15 août 1972

29-16-

H

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Mademoiselle Suzanne Lemire
Ministère des Affaires Indiennes
700, avenue Laure Suite 19
Sept-Iles, Qué.

SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

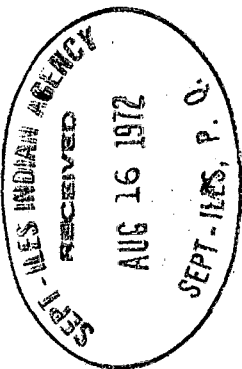
Mademoiselle,

Après consultation avec les institutions où, ordinairement, nous plaçons des enfants indiens, nous vous indiquons les politiques auxquelles nous sommes tenus.

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

- 1.- Les frais de transport sont assumés par l'agence de placement, lors de l'entrée du jeune en institution. Pour les sorties et retours subséquents, l'institution défraie la différence entre la contribution des parents et le coût réel.
- 2.- La "coutume" veut aussi que l'enfant rentre à l'institution avec des vêtements "propres". Ce qui veut dire, possiblement pour certains enfants indiens, un trousseau de vêtements avant son départ.

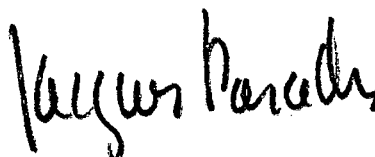
Cette dernière "politique" nous apparaît importante si on veut éviter au point de départ certaines difficultés d'adaptation à l'enfant indien, comme le fait de se sentir différent des autres enfants lors de son arrivée à l'institution.



Nous souhaitons vivement que vous teniez compte de ces "politiques" dans vos règlements pour ce qui est des enfants en institution.

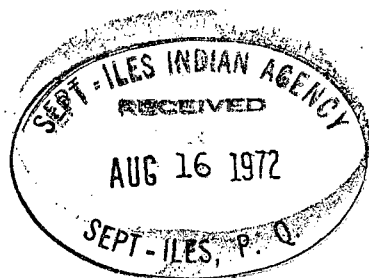
Vous remerciant à l'avance de l'attention que vous porterez à la présente, nous demeurons,

Bien à vous



Jacques Paradis
Coordonnateur des services
sociaux aux Indiens.

JP/dp



Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

700, avenue Laure, suite 19,
Sept-Îles.

Monsieur Jacques Paradis,
Service Social du Saguenay,
768, rue Bossé,
Hauterive.

Le 19 juillet 1972.

our file/notre dossier 379/29-16 (JC)
your file/votre dossier

Monsieur,

A la suite de notre rencontre de vendredi dernier et à votre demande, voici dans les grandes lignes les attentes de notre Ministère face au Service Social.

A cause de la situation particulière de Schefferville, il nous semble que le Service Social devrait avoir là-bas deux personnes à plein temps:

1. Une personne travaillant surtout au niveau personnel, familial.
2. Une personne travaillant surtout au niveau communautaire (loisirs, relations Indiens et non-Indiens, adaptation des Indiens à leur nouvel habitat).

Animateur communautaire

- 1) En partant de loisirs organisés au niveau de la population Naskapis et Montagnaise et en intéressant les différents groupes d'âge.

Il est clair que l'intégration à un nouveau mode de vie a provoqué chez ces populations une telle absence envers des valeurs d'intérêts quelconques (par la disparition totale des valeurs indiennes passées et la non adaptation à celles des non-Indiens), que l'oisiveté, l'ennui, le vandalisme, l'alcoolisme et la dépendance totale au Bien-être ont amené une situation sociale des plus déplorables.

Ceci de plus, creuse un fossé sans cesse grandissant entre le groupe Indien et non-Indien qui fournit de plus en plus de sujets de discordes et de ségrégation qui finiront par rendre impossible la coexistence des deux communautés.

Déjà, à part de rares activités sportives telles que le hockey, qui existe seulement car cela se situe à un niveau d'intérêt des blancs d'avoir la possibilité de s'affronter dans ce sport avec une ligue indienne, les Indiens ne participent à aucune autre forme d'activités avec les non-Indiens.

... / 2

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

Les Indiens ne sont pas tellement les bienvenus, par exemple à la piscine où il leur est reproché d'avoir des poux ou de salir les douches, etc. Dans un sens général, si les Indiens ne sont pas volontiers acceptés dans le cadre des loisirs de la ville, celle-ci en dehors de sports divers, n'apporte pas aux Indiens des activités où ceux-ci pourraient se sentir assez à l'aise ou chez-eux pour y trouver un intérêt quelconque.

Ce moniteur, à l'aide d'un local adéquat, devra créer un centre communautaire indien, où cette population, suivant leur âge, trouvera des activités de toutes sortes pouvant créer toutes les formes d'intérêts souhaitables, aussi bien sur le plan individuel que communautaire.

L'animateur ne devra pas être un simple organisateur de sports, mais devra être très versatile dans sa méthode d'approche, afin de satisfaire tous les groupes d'âges.

2) Amélioration des relations entre les groupes Indiens et non-Indiens.

Permettre par des méthodes d'approche, d'animation et d'information adéquates, la coexistence des deux groupes. Principalement sensibiliser et informer les non-Indiens aux problèmes d'adaptation, qu'ont à subir les Indiens dans leur processus d'intégration, à un mode de vie et à des habitudes qui ne leur sont pas encore familiers.

3) Adaptation des Indiens à leur nouveau village.

Avec un groupe de travail déjà existant (Mademoiselle D. Vollant, Soeur Brigitte Bourget, l'infirmière de la Santé Fédérale, etc.) continuer l'action d'adaptation des familles et des individus à leur nouveau mode d'habitat.

Trouver toutes les formules nécessaires, afin que le laisser-aller, le manque d'hygiène, le bruit, les souleries, le vandalisme, les enfants laissés à eux-mêmes, le manque de civisme, etc. puissent être combattus et que la coexistence dans le village reprenne des normes acceptables.

Nous insistons également sur l'aspect de la coordination des activités de cet animateur.

A Schefferville, aucune action valable ne pourrait se faire si le travail de l'animateur ne s'intégrait pas étroitement dans le cadre des programmes et des activités des Affaires Indiennes, ainsi que des personnes qui opèrent à Schefferville sous leur égide. Il faut également qu'il tienne compte des Conseils Indiens et de leurs employés administratifs, ainsi que de tous les organismes ayant affaire aux Indiens (Santé Fédérale, églises anglicanes et catholiques, les deux Commissions scolaires, la Municipalité de Schefferville, etc.), afin que toutes les énergies et les ressour-

... / 3

BEST AVAILABLE COPY

- 3 -

ces soient utilisées en commun et tendent toutes vers le même but.

Par le fait même que cet aspect de coordination devra être exceptionnel et que l'Agence Indienne de District à Sept-Iles est la mieux placée par le rôle qu'elle assume déjà auprès des Indiens et par une certaine connaissance du milieu et des programmes actuels et à venir, l'Agent des Affaires Indiennes déjà en place à Schefferville et le responsable des Affaires Communautaires à Sept-Iles assumeront cette coordination.

A la suite de la lecture du présent rapport, vous serait-il possible de nous dire si le Service Social est prêt dans le cadre de sa vocation et de ses ressources, à répondre aux principes que nous venons de vous exposer.

Dans le cas d'une acceptation de ce programme, par vos services, nous serions fort désireux, qu'un de nos représentants fassent partie du Comité de sélection lors de l'engagement de ce nouveau personnel.

Nous nous attendons donc qu'à la prochaine rencontre, qui nous réunira à Sept-Iles, et que nous pourrions fixer à la semaine du 24 juillet (mercredi, le 27, ou jeudi, le 28?) à avoir une réponse définitive de votre part.

Le Surveillant de district,
Affaires Communautaires,



J. Coster.

BEST AVAILABLE COPY

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

Surintendant de District,
Sept-Iles.

QUEBEC 4, 14 juillet 1972.

Attention: Monsieur Jacques Coster

our file/notre dossier 379/19-4 (LT)
your file/votre dossier 379/29-16

Problème d'adaptation des Indiens
à Schefferville

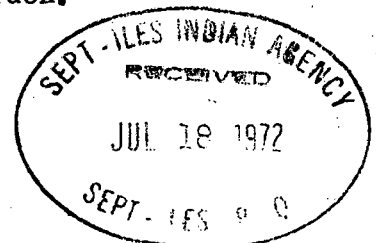
fg
Nous accusons réception de notre copie de la lettre que vous adressiez le 10 juillet dernier à Monsieur Jacques Paradis, coordonnateur des Services Sociaux aux Indiens, Service Social du Saguenay. Le Directeur Régional et moi-même sommes heureux de l'initiative que vous avez démontrée en approchant Monsieur Paradis pour lui proposer le recrutement de deux travailleurs sociaux additionnels, afin d'aider à réaliser nos objectifs auprès de la population du village de Matimekosh. Nous sommes satisfaits également que vous ayez assumé le rôle de coordonnateur auprès des sections de l'Education et du Développement Economique dans cette action communautaire

Si le Service Social du Saguenay refusait notre proposition, nous vous autorisons à faire les démarches nécessaires en vue du recrutement de deux travailleurs sociaux indépendants, au moyen d'un contrat distinct, utilisant pour cela les argents disponibles aux fins d'assistance sociale à Malioténam et Sept-Iles.

Nous espérons que ce plan d'action apportera de bons résultats et nous vous souhaitons le meilleur succès possible.

Le Directeur régional adjoint,
Affaires Communautaires,

E.R. Bourdon.



000576

700, avenue Laure, suite 19,
Sept-Iles.

Monsieur Jacques Paradis,
Coordonnateur des Services
Sociaux aux Indiens,
Service Social du Saguenay,
768, rue Bossé,
Hauterive, P.Q.

Le 10 juillet 1972.

379/19-4 (JC)
379/29-16

Monsieur,

La présente est pour vous confirmer l'entrevue que nous avons eu vous et moi, concernant notre désir de voir le Service Social considérer Schefferville comme prioritaire d'y recruter à cet effet au moins deux nouveaux employés, capables de mettre en place une action communautaire et de coordonner vos efforts avec toutes les ressources déjà existantes là-bas et en étroite liaison avec le District, afin que nos buts et nos programmes visent au même but.

Comme vous désirez avoir de plus amples informations pour pouvoir nous donner une réponse, à savoir; si le Service Social accepte de s'engager dans un tel programme à Schefferville, nous vous invitons à venir nous rencontrer, jeudi, 13 juillet prochain, à Sept-Iles, où nous nous réunirons avec les principaux représentants des sections concernés dans l'action à Schefferville (éducation, développement économique, Affaires Communautaires).

Espérant que tout ceci sera à votre convenance, veuillez croire, Monsieur, à toute notre considération.

Bien à vous,

Le Surveillant de district,
Affaires Communautaires,

c.c.: Monsieur E.R. Bourdon, Québec.
Mlle S. Lemire, Sept-Iles.
Monsieur L. Bagné, Sept-Iles.
Monsieur Y. Desilets, Sept-Iles.
Monsieur R. Robert, Sept-Iles.

Un signed by J. Coster
J. Coster.

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

/ 29-16

Sept-Iles, le 29 juin 1972.

FORESTVILLE

2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

M. Jacques Coster
Surintendant des Activités Communautaires
Ministère des Affaires Indiennes
700, avenue Laure
Sept-Iles, P. Qué.

SEPT-ILES

405, Brochu
TEL: 962-2578

Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE

C. P. 188
TEL: 445

Les événements récents qui ont marqué la négociation du contrat de services du Service Social du Saguenay avec le Ministère des Affaires Indiennes, révèlent un problème sérieux de communication et d'information entre nos deux organismes. Sans doute, de part et d'autre, nous connaissons globalement ce que nous sommes et ce que nous faisons. Mais il nous manque, je pense, l'information nécessaire pour unifier et orienter dans le même sens, peut-être, nos différentes actions, et ainsi établir des collaborations plus rentables.

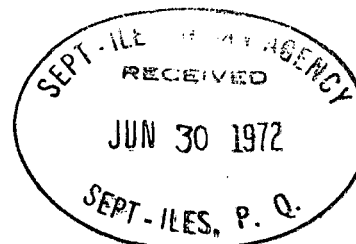
SHEFFERVILLE

Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Je suis porté à revenir sur une suggestion que vous aviez énoncée, vous-même, à la table de négociation, à savoir un genre de comité conjoint où se réuniraient les différents secteurs des Affaires Indiennes ainsi qu'un représentant du Service Social.

Ce comité pourrait dans un premier temps chercher à situer en terme d'information, l'action des différents secteurs, et par la suite tenter de rallier les forces qui oeuvrent dans des champs d'activités connexes pour des actions plus équilibrées et plus adaptées à la réalité indienne.

OK. Remin
Vendredi 7 juillet
GH



... 2

Je me permets de rappeler cette proposition car je crois qu'il est important et même urgent que nous structurions ce type de communication, si nous voulons donner le maximum d'efficacité à nos actions respectives. Nous pourrions nous rencontrer dans les semaines qui suivent pour tenter de définir un peu plus la forme et les modalités que pourrait avoir un tel comité.

Je vous remercie de votre attention.

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
Filiale de Sept-Iles



Jacques Paradis
Coordonnateur des Services Sociaux
aux Indiens.

JP/fj

BEST AVAILABLE COPY

Le Service Social du Saguenay

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Sept-Iles, le 29 juin 1972.

FORESTVILLE

2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

M. Daniel Vachon, Chef de Bande
Conseil de la Bande Indienne de Sept-Iles
700, avenue Laure
Sept-Iles, P. Qué.

SEPT-ILES

405, Brochu
TEL: 962-2578

Monsieur,

HAVRE ST-PIERRE

C. P. 188
TEL: 445

Le Service Social du Saguenay qui donne des services sociaux sur les réserves de Sept-Iles et Maloténam par l'entremise de Sr Monique Gonthier et Louise Bacon, croit nécessaire d'améliorer son action pour mieux répondre aux besoins de la population indienne.

A partir d'une évaluation des services donnés sur ces deux réserves, le Service Social a préparé un plan d'action pour améliorer ses services, afin d'être plus en mesure de donner des services adaptés à la population indienne.

SHEFFERVILLE

Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Aussi, nous aimerions consulter le conseil de bande pour connaître leur point de vue sur nos projets d'action. Je vous propose, si cela est possible, une rencontre avec le conseil de bande pour la dernière semaine de juillet. Nous pourrions peut-être nous rencontrer quelque temps avant pour préparer cette rencontre. Je communiquerai avec vous vers la mi-juillet pour établir des dates précises pour cette rencontre.

Je vous remercie à l'avance de votre bonne collaboration.

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
Filiale de Sept-Iles

Jacques Paradis
Jacques Paradis
Coordonnateur des Services Sociaux
aux Indiens

JP/fj

 *Service Social du Saguenay*

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Sept-Iles, le 6 juin 1972.

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

SEPT-ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578

✓ Monsieur Jacques Coster
Surintendant des Activités Communautaires
Ministère des Affaires Indiennes
700 avenue Laure
Sept-Iles, P.Q.

Monsieur,

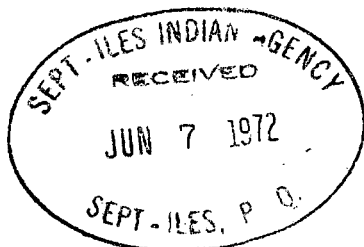
HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Nous sommes à la recherche actuellement de locaux pour installer nos services sur les réserves. Nous aimerions connaître les intentions d'utilisation du Ministère des Affaires Indiennes quant aux locaux qu'il administre sur les réserves de Sept-Iles et Malioténam (pensionnat, maisons, etc...). Ces informations nous seraient très utiles pour rencontrer le conseil de bande de Sept-Iles et Malioténam afin d'établir le plus rapidement possible nos "pieds-à-terre" sur les deux réserves.

Je vous souligne aussi que nous serons en mesure d'ici peu de vous soumettre notre budget de fonctionnement qui respectera la limite du \$100,000. telle qu'établit lors de notre dernière rencontre.

Merci de votre attention.



Service Social du Saguenay
Filiale de Sept-Iles



Jacques Paradis, t.s.p.
Coordonnateur des Affaires Indiennes

JP/cv



ACTION REQUEST

FICHE DE SERVICE

TO — À

DATE

LOCATION — ENDROIT

FROM — DE

☐ ACTION
DONNER SUITE☐ APPROVAL
APPROBATION☐ COMMENTS
COMMENTAIRES☐ DRAFT REPLY
PROJET DE RÉPONSE☐ MAKE
FAIRE.....COPIES☐ NOTE AND FILE
NOTER ET CLASSER☐ NOTE & RETURN/OR FORWARD
NOTER ET RETOURNER/OU FAIRE SUIVRE☐ P. A. ON FILE
CLASSER☐ REPLY
RÉPONSE☐ SEE ME
ME VOIR☐ SIGNATURE☐ TRANSLATION
TRADUCTION☐ YOUR REQUEST
À VOTRE DEMANDE☐

*All under
Owen's
signature
de contrat*

Ji 20/6/72

000582

Calcutti Pies

000583

~~56~~

23

3

M. Belzil

Administrateur

Ser. ~~Loire~~ Lapierre

BEST AVAILABLE COPY

AFFAIRES INDIENNES

FOYER DE GROUPE

Nombre d'enfants: 6

Personnel:

1 couple éducateur
Equipe de consultant (psychologue et conseiller en orientation)

Opérations:

a) Salaires:

Couple \$100. x 52 sem.	\$5,200.	
Bénéfices marginaux - 20%	\$1,040.	
Consultants	<u>\$4,320.</u>	<u>\$10,560.</u>

b) logement:

Loyer d'une maison		\$ 2,400.
Electricité \$40. x 12 =	\$ 480.	
Téléphone \$25. x 12 =	\$ 300.	
Chauffage \$50. x 12 =	\$ 600.	
Entretien \$100. x 12 =	<u>\$1,200.</u>	<u>\$ 2,580.</u>

c) Mobilier:

Chambre et cuisine et salle de jeux	\$ 8,000.
-------------------------------------	-----------

d) Frais de subsistance:

Nourriture \$40. x 8 x 12 =	\$3,840.	
Vêtements \$15. x 6 x 12 =	\$1,080.	
Soins personnels \$3.20 x 6 x 12 =	\$ 230.40	
Fournitures diverses \$ 1.20 x 6 x 12 =	\$ 86.40	
Loisirs \$ 5. x 6 x 12 =	<u>\$1,560.</u>	<u>\$ 6,796. 80</u>

Frais totaux:

\$30,336.80

Perdiem: (2190 jours présences)

\$ 13.85

BEST AVAILABLE COPY

ANNEXE

Avec éducateurs spécialisés

1- Sept-Iles - $\frac{1}{2}$ t.s.p.	\$ 7,500.
Frais totaux	<u>\$30,336.80</u>
	<u>\$37,836.80</u>
Per diem (2190 jours présences)	<u>\$ 17.07</u>

2- Bersimis - 1 t.a.s.	\$10,000.
Frais totaux	<u>\$30,336.80</u>
	<u>\$40,336.80</u>

* Per diem (2,190 jours présences)	<u>\$ 18.42</u>
-------------------------------------	-----------------

Sept-Iles - Nelson	
(pour 1 foyer 6 enfants)	
Bersimis	
(pour 1 foyer 6 enfants)	
Total :	37,836.80
	40,336.80
	<u>\$ 78,173.60</u>

Si 2 foyers <u>Sept-Iles</u> (12 enfants)	37,836.80
+ 1 foyer <u>Bersimis</u> (6 enfants)	37,836.80
	40,336.80
	<u>\$ 116,010.40</u>

BEST AVAILABLE COPY

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

SOMMAIRE DES DEPENSES

AFFAIRES INDIENNES

	<u>Budgets approuvés</u>				<u>Budget demandé</u>	
	<u>68-69</u>	<u>69-70</u>	<u>70-71</u>	<u>71-72</u>	<u>1972-73</u>	
Salaires:	\$11,296.	\$19,605.	\$45,524.	\$51,482.	\$98,542.	Salaires rectifiés 66,307.00
Bénéfices à l'emploi	\$ 1,034.	\$ 1,292.	\$ 3,288.	\$ 4,070.	\$ 8,136.	
Habitation:	\$ 1,420.	\$ 875.	\$ 3,650.	\$ 5,900.	\$ 8,650.	
Frais bureau:	\$ 2,850.	\$ 1,550.	\$ 979.	\$ 1,018.	\$ 5,033.	
Téléphones:	-	-	-	-	\$ 2,431.	
Frais voyages:	-	\$ 2,000.	\$ 7,425.	\$ 7,635.	\$ 7,200.	+4,200
Entraînement:	\$ 2,750.	\$ 900.	\$ 1,100.	\$ 1,750.	\$ 2,500.	
Frais de recrutement:	-	-	-	-	\$ 2,000.	
Mobilier:	-	-	-	-	\$ 2,722.	
Outillage:	-	-	-	-	\$ 500.	
Supervision	\$ 5,450.	\$ 3,700.	-	-	-	
	<u>\$24,800.</u>	<u>\$29,922.</u>	<u>\$61,966.</u>	<u>\$71,855</u>	<u>\$137,714.</u>	Total rectifié (119,133)
Exécédent Budgétaire:	-	-	- \$ 3,014.	- \$14,877.	<u>141,914</u>	
Coût net d'opération:	<u>\$24,800.</u>	<u>\$29,922</u>	<u>\$58,952.</u>	<u>\$56,978.</u>	<u>\$</u>	

BEST AVAILABLE COPY

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

LISTE DU PERSONNEL ET DES SALAIRES

1972-73

AFFAIRES INDIENNES

Mois d'Emploi

Salaire
demandé

Shefferville:

Marie-Paule Bouchard, t.a.s. 12 \$7,040.

○ T.S.P. en remplacement de J.B. Grégoire 12 \$8,675.
Nouvelle fonction mais différence de salaire entre l'ex AS et un TSP

Mingan:

Pierre Benjamin, t.a.s. 12 \$5,450.

Sept-Iles et
Maliotenam:

Sr. Monique Gonthier, t.a.s. 12 \$5,950.

Louise Bacon, t.a.s. 12 \$5,550.

○ T.S.P. (Org. Comm.) (nouvelle fonction) 12 \$7,975.

○ T.S.P. (Org. Comm.) (nouvelle fonction) 12 \$7,975.

Foyer de groupe T.S.P. (Educ. Spécialisé) 12 \$7,975. *

Bersimis:

Thérèse Rock, a.s. 12 \$6,240.

Foyer de groupe T.A.S. (Educ. Spécialisé) 12 \$5,350. *

Territoire:

Jacques Paradis, t.s.p. (Coord.) 12 \$10,975.

Françine Jean, secrétaire 12 \$5,304.

Secrétaire supplémentaire 12 \$4,628.

\$89,087 \$66,307

Augmentation rétroactive au 01-07-71 = 7% x 22m x \$55,184. = \$7,082.
C.C.T. = 7% x 12m x \$33,903. = \$2,373.

(\$ 9,455.) *

sur période du contrat 71-72

\$98,542.

BEST AVAILABLE COPY

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

NOTES EXPLICATIVES

1- Bénéfices à l'emploi:

Fonds pension:
Ass.-Vie Maladie:
Rentes du Québec:
R.A.M.Q.
Ass. Chômage

5% de \$98,542.
\$60./année x 13
\$88.20/année x 13
0.8% de \$98,542
0.72 x 676 sem.

\$4,927.
\$ 780.
\$1,147.
\$ 790.
\$ 492.

\$8,136.

2- Habitation:

Shefferville 2 employés - 300 p.c. - \$2./p.c.
Sept-Iles et Maloténam 5 employés - 300 p.c. - \$2./p.c.
Mingan 1 employé - 300 p.c.
Bersimis 2 employés - 300 p.c. - \$2./p.c.
Agence Sept-Iles = 11,000 x 3 pers.

\$ 1,200.
\$ 3,000.
\$ 500.
\$ 1,200.
\$ 2,750.

\$8,650.

3- Frais de bureau:

Papeterie, timbres, comptabilité et frais administratifs
1971-72 = \$36,590. pour 40 praticiens = \$915. x 11 pers. x 50 %

\$5,033.

BEST AVAILABLE COPY

4- Téléphones:

Shefferville	\$6.50 x 12 = \$78.	+ 15. =	\$93.
Sept-Iles et Malloténam	\$11.00 x 12 = 132.	+ 15. =	\$147.
Mingan	\$10.50 x 12 = 126.	+ 15. =	\$141.
Bersimis	\$ 7.75 x 12 = 95.	+ 15 =	\$110.
Territoire			\$2.00.
			<u>\$991.</u>
Interurbains \$120./mois =			<u>\$1440.</u>

\$ 2,431.

5- Frais de Voyages:

Hauterive - Bersimis (estimé)	\$300.	+ 1,14 00
Sept-Iles - Malloténam (estimé)	\$400.	+ 3,100
Shefferville \$75./mois + 2 praticiens	\$1800.	
Shefferville - Sept-Iles 10 voyages à \$150.	\$1500.	
Mingan - Hâvre St-Pierre 5,000 milles à 14 cents	\$700.	
Coordonnateur - Territoire - estimé	<u>\$2500.</u>	

\$ 7,200.

6- Entraînement en Cours d'Emploi (estimé)

\$ 2,500.

7- Frais de recrutement (estimé)

\$ 2,000.

BEST AVAILABLE COPY

8- Mobiliers:

Shefferville:

2 bureaux	-	\$ 200.	=	\$ 400.
2 fauteuils	-	\$ 75.	=	\$ 150.
4 Chaises	-	\$ 20.	=	\$ 80.

\$ 630.

Mingan:

1 bureau	-	\$ 200.	=	\$ 200.
1 fauteuil	-	\$ 75.	=	\$ 75.
2 chaises	-	\$ 20.	=	\$ 40.

\$ 315.

Bersimis:

1 bureau	-	\$ 200.	=	\$ 200.
1 fauteuil	-	\$ 75.	=	\$ 75.
2 chaises	-	\$ 20.	=	\$ 40.

\$ 315.

Sept-Iles et Maloténam:

4 bureaux	-	\$ 200.	=	\$ 800.
4 fauteuils	-	\$ 75.	=	\$ 300.
8 chaises	-	\$ 20.	=	\$ 160.

\$1260.
\$2,520.
\$ 202.

Taxe 8%

\$ 2,722.

9- Outillage:

Location magnétoscope

\$ 500.

BEST AVAILABLE COPY

S.S.S.
Affaires Indiennes
31/3/72

Budget Frais

G. Gilbert / M. P. Bouchard	3420	7450 -	7450.00
Gregoire J. B.		5850 -	499272
Goulier J. Morague	1960	5750 -	588995
Bacch L. Louis		5350 -	349118
Loch Therese		5950 -	586358
Benjamin Pierre		5650 -	362072
Paradis Jacques	4625	10646.00	526394
Jean Francine	18.	4836.00	473865
Dugastant - Volant			9703
		<u>51482.00</u>	<u>41401.11</u>

Bénéficiaires à l'emploi

Fonds pension	2574.00	-	
Ass. Un. mal.	480 -		11226
rentes	604.20		60492
R.A.M.Q.	421.00		331.00
	<u>4070.00</u>		<u>104818</u>
Habitat (41 + 210 = 451 lieu de 2)	5902.00		5900.00
Frais bureau 6 @ 1018.00	1018.00		6108.00
Frais de voyage	7635.00		837342
Entretien en cours d'emploi	1750.00		1750.00
	<u>16303.00</u>		<u>2213142</u>
	<u>* 71855.00</u>		<u>6458737</u>

Non prévues

Frais de négociations C.S.T.
 $\frac{10,800 \times 7}{42} =$

Location auto = $\frac{2,148.43 \times 12}{12} = (11)$

$\frac{2,337.96 \times 1}{20} = (11)$

Excédent budgétaire

1800.00
537.00
116.00
* 67040.37
* 181463

BEST AVAILABLE COPY

PLAN D'ACTION DU
SERVICE SOCIAL DU
SAGUENAY POUR LES
SERVICES AUX INDIENS
POUR L'ANNEE FISCALE 72-73

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
2 AVRIL, 1972
SEPT-ILES

BEST AVAILABLE COPY

INTRODUCTION

Depuis six mois, le Service Social du Saguenay s'interroge sur l'efficacité et l'adéquation de ses services en milieu indien. Ces efforts d'évaluation ont permis de situer assez justement les limites de ses interventions, et surtout de clarifier les facteurs négatifs de ses services. Cette remise en question débouche aujourd'hui sur deux projets expérimentaux de réorganisation des services sociaux en milieu indien, soit un centre local de services et des foyers de groupes spécialisés.

Pour la prochaine année, le Service Social du Saguenay se propose donc de mettre à l'essai deux nouvelles approches en milieu indien. Ces projets que nous voulons expérimentaux ne s'adresseront pas pour la première année à toutes les réserves indiennes, mais à la réserve de Sept-Iles et Malioténam pour le centre de services et pour deux foyers de groupes spécialisés, et à la réserve de Bersimis pour un foyer de groupe spécialisé.

L'évaluation permanente du cheminement de ces projets permettra de mesurer leur justesse de répondre aux besoins et aux problèmes familiaux et sociaux des indiens, et, par la suite, de faire les modifications nécessaires pour préconiser la mise en application de ces réformes sur l'ensemble des autres réserves.

BEST AVAILABLE COPY

LES OBJECTIFS DE LA PROCHAINE ANNEE

Les objectifs du Service Social du Saguenay pour les services aux indiens sont de quatre ordres:

- A- La poursuite des services sociaux réguliers sur les réserves de Schefferville, Bersimis, Mingan et Natashquan.
- B- L'expérimentation d'un projet de réorganisation des services sociaux sur la réserve de Sept-Iles et Malioténam.
- C- La mise sur pied d'un projet pilote de foyers de groupes spécialisés pour jeunes mésadaptés, sur la réserve de Sept-Iles et Malioténam, et sur celle de Bersimis.
- D- Une étude des besoins et des problèmes familiaux et sociaux des milieux indiens.

A- LA POURSUITE DES SERVICES SOCIAUX REGULIERS SUR LES RESERVES DE SCHEFFERVILLE, BERSIMIS, MINGAN ET NATAHQUAN

Sur les réserves de Schefferville, de Bersimis, de Mingan et de Natashquan, le Service Social entend maintenir son organisation actuelle de services. L'expérimentation du projet pilote d'un centre de services deviendra notre point de repère pour les transformations nécessaires de nos organisations de services sur ces réserves, durant l'année en cours.

BEST AVAILABLE COPY

Le seul changement important que nous motivons (à la demande des Affaires Indiennes) par le déménagement de la réserve de Schefferville et par la réorganisation communautaire que ça implique, c'est l'addition d'un service d'organisation communautaire sur la réserve de Schefferville. Cet organisateur communautaire aura comme principale tâche d'organiser des activités communautaires de loisirs, d'éducation, et d'information.

LE PERSONNEL REQUIS POUR LA POURSUITE DE CES SERVICES

. pour la réserve de Bersimis:

- Un conseiller social

. pour la réserve de Schefferville:

- Un conseiller social

- Un organisateur communautaire

. pour les réserves de Mingan, Natashquan:

- Un conseiller social.

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

AVRIL 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						Faute de temps	plan de travail	A fermer	
<u>HAUTE-RIE</u> ROCK Thérèse F.O.	5	1	-	6	36	-	-	-	36
<u>SEPT-ILLES</u> GONTHIER St Monique F.O.	-	13	-	13	40	-	4	-	44
<u>SHERBROOKE</u> GILBERT Gaston F.O.	-	-	-	-	9	-	-	-	9
TOTAL	5	14	-	19	85	-	4	-	89
									147

CAS INDIENS

71 421

000598

BEST AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

JUIN 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES					TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL	
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer		
<u>HAUTE-RIE</u> ROCK Thérèse F.E.	-	-	-	-	30	-	1	9	40	41
<u>SEPT-ILLES</u> GONCHER St Monique F.E. M.C.	3 -	11 -	- -	14 -	33 2	1 -	1 -	- -	35 2	73 2
TOTAL	3	11	-	14	65	1	2	9	77	116

BEST
AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

JUILLET 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIANT DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF		TOTAL	
						Faute de temps	Plan de travail		
<u>HAUTERIVE</u> ROCK Thérèse F.L.	-	-	-	-	35	-	-	35	40
<u>SEPT-ILLES</u> MONTIELER St Monique F.L.	1	1	-	2	18	-	-	18	51
<u>BACON LOUISE</u> F.L.	3	-	8	11	-	-	-	-	11
<u>SHERBROOKEVILLE</u> GREGOIRE Jn-Septime F.L.	4	-	10	14	-	-	-	-	14
TOTAL	8	1	18	27	53	-	-	53	116

BEST
AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

AOÛT 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF		TOTAL	
						Faute de temps	plan de travail	A fermer	
HAUTERIVE OCK Thérèse F.E.	-	1	-	1	32	-	-	-	32
SEPT-ILES MONTHER St Monique F.E.	8	8	-	16	16	-	-	-	16
M.C.	-	-	-	-	2	-	-	-	2
MACON Louise F.E.	-	-	8	8	9	-	-	-	9
TOTAL	8	9	8	25	59	-	-	-	59
									94

BEST
AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

SEPTEMBRE 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF		TOTAL	
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
<u>HAUTERIVE</u>									
St Thérèse F.E.	1	1	-	2	31	-	-	-	35
<u>SEPT-ÎLES</u>									
NTHIER Sr Monique F.E. M.C.	2	13	-	15	26	-	-	-	47
	-	-	-	-	2	-	-	-	2
<u>SHEFFERVILLE</u>									
EGOIRE Jn-Baptiste F.E.	5	-	-	5	-	-	-	-	19
UCHARD Marie-Paule F.E.	3	-	-	3	-	-	-	-	3
TOTAL	11	14	-	25	59	-	-	-	106

000602

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

OCTOBRE 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
<u>HAUTEKIVE</u>									
ROCK Thérèse F.E.	2	-	-	2	33	-	-	-	33
<u>SEPT-ILES</u>									
BACON Louise F.E.	-	-	4	4	18	-	3	-	21
GONTHIER Sr Monique F.E.	4	6	-	10	35	-	-	-	35
M.C.	-	-	-	-	2	-	-	-	2
<u>HAVRE ST-PIERRE</u>									
BENJAMIN Pierre F.E.	5	-	1	6	-	-	-	-	-
<u>SCHIEFFERVILLE</u>									
GREGOIRE Jn-Baptiste F.E.	1	1	-	2	8	2	-	-	10
BOUCHARD Marie-Paule F.E.	-	-	-	-	8	-	-	-	8
TOTAL	12	7	5	24	104	2	3	-	109
									141

BEST AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

NOVEMBRE 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS			CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF Faute de temps Plan de travail A fermer	TOTAL	
<u>HAUTEKIVE</u> ROCK Thérèse F.E.	-	1	-	1	34	-	34	36
<u>SEPT-ILES</u> GONTHIER Sr Monique F.E. M.C.	10	4	-	14	41	-	41	59
<u>HAVRE ST-PIERRE</u> BOUDREAU Roger P.A. BENJAMIN Pierre F.E. P.A.	-	-	-	-	-	-	-	2
	-	-	-	-	6	-	6	1
	-	-	-	-	1	-	1	
TOTAL	10	5	-	15	84	-	84	105

BEST AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIVIS

DECEMBRE 71

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAINT DE SERVICES					TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF		TOTAL		
						Faute de temps	Plan de travail		A fermer	
<u>HAUTHAIVE</u>										
OCK Thérèse F.L.	2	-	-	2	33	-	-	-	33	37
<u>SEPT-ILLS</u>										
ONTHIERA sr Monique F.L.	-	-	-	-	48	-	-	-	48	55
M.C.	-	-	-	-	2	-	-	-	2	2
MACON Louise F.L.	-	-	3	3	21	-	2	-	23	27
<u>HAVRE ST-PIERRE</u>										
BENJAMIN Pierre F.L.	-	-	-	-	5	-	-	-	5	6
P.A.	-	-	-	-	1	-	-	-	1	1
<u>SCHIEFFERVILLE</u>										
OUCHARD Marie-Paul F.L.	-	-	-	-	9	-	-	-	9	9
REGOIRE Jn-Baptiste F.L.	-	-	-	-	11	1	-	-	12	12
<div></div>										
TOTAL	2	-	3	5	130	1	2	-	133	149

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

JANVIER 72

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	Inactif Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
<u>HAUTE-RIVE</u> ROCK Thérèse F.E.	1	1	-	2	31	-	2	-	38
<u>SEPT-ÎLES</u> GONTHIER Sr Monique F.E.	2	5	-	7	44	-	-	-	56
M.C.	-	-	-	-	2	-	-	-	2
BACON Louise F.E.	3	-	-	3	24	-	-	2	29
<u>HAVRE ST-PIERRE</u> BENJAMIN Pierre F.E.	-	-	-	-	5	-	-	-	5
P.A.	-	-	-	-	-	-	-	-	1
<u>CHEFFREVILLE</u> BOUCHARD Marie-P. F.E.	2	-	6	8	5	-	-	-	13
GREGOIRE Jn-Baptiste F.E.	-	-	-	-	7	-	-	-	12
TOTAL	8	6	6	20	118	-	2	2	156

BEST
AVAILABLE
COPY

STATUT DES CAS PAR PRATICIEN AU SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

CAS INDIENS

FEVRIER 72

STATUT PRATICIEN	ENTREES DES CAS				CAS BENEFICIAIRE DE SERVICES				TOTAL global des cas du praticien
	Nouveau	Réouvert	Reçu par transfert	TOTAL	Actif	INACTIF			TOTAL
						Faute de temps	Plan de travail	A fermer	
HAUTERIVE ROCK Thérèse F.E.	-	1	-	1	33	-	2	-	35
SEPT-ILES GONTHIER Sr Monique F.E.	-	4	-	4	40	-	1	2	43
M.C. BACON Louise F.E.	-	-	-	-	5	-	-	-	5
HAVRE ST-PIERRE BENJAMIN Pierre F.E.	-	-	-	-	30	-	-	-	30
SCHEFFERVILLE BOUCHARD M-Paule F.E.	-	-	-	-	5	-	-	-	5
	6	-	1	7	13	-	-	-	13
TOTAL	6	5	1	12	126	-	3	2	131
									154

BEST AVAILABLE COPY

UNE EXPERIENCE PILOTE:
UN CENTRE LOCAL DE
SERVICES SUR LA RESERVE
DE SEPT-ILES ET MALIOTENAM

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

2 AVRIL, 1972

SEPT-ILES

BEST AVAILABLE COPY

INTRODUCTION

Dans le but de mieux adapter nos services aux besoins de la population indienne, de les rendre plus accessibles et d'en assurer la qualité et la continuité, le Service Social du Saguenay propose une expérience pilote d'un centre local de services sur la réserve de Sept-Iles et Malioténam.

Le présent document s'inspire, d'une part du projet de réorganisation des services sociaux du Ministère des Affaires Sociales, et d'autre part d'une évaluation des services palliatifs de court terme que nous "maintenons" actuellement sur les réserves.

Ce projet se veut aussi un point de départ de l'établissement rationnel d'une collaboration avec les autres services (unité sanitaire, Main-d'Oeuvre etc...) pour en venir à développer une approche polyvalente, multi-disciplinaire. La création de ce centre local constitue une première étape en vue de corriger l'éparpillement des différentes ressources oeuvrant pour le bien-être de la collectivité indienne.

BEST AVAILABLE COPY

I- OBJECTIFS DU CENTRE LOCAL DE SERVICES

- . Fournir des services sociaux de base en réponse aux besoins de la population indienne de Malioténam et Sept-Iles tant sur le plan individuel que collectif.
- . Assurer la continuité des services par le recours et/ou la référence à d'autres services spécialisés de l'agence de Service Social du Saguenay ou à des ressources complémentaires.
- . Etablir une communication et une collaboration entre les divers agents oeuvrant au bien-être de la communauté.
- . S'assurer, par des mesures appropriées, de la qualité, de l'efficacité et de la pertinence des services rendus.
- . Favoriser et faciliter la participation décisionnelle et consultative de la population indienne aux orientations et aux décisions du centre local de service.

II- DEFINITION DU CENTRE LOCAL DE SERVICES POUR LA RESERVE DE MALIOTENAM ET SEPT-ILES

- . Deux centres, un sur la réserve de Sept-Iles et l'autre sur la réserve de Malioténam, où un personnel social sera en service pour assurer à la communauté indienne

BEST AVAILABLE COPY

des services sociaux de base, et des actions préventives et sociales, notamment en recevant et/ou en visitant les personnes qui requièrent pour elles ou leurs familles des services courants, en leur prodiguant de tels services, en les conseillant ou si nécessaire en les référant vers les services spécialisés de l'agence ou vers d'autres ressources.

III- DESCRIPTION DES TROIS GRANDES ACTIVITES DU CENTRE LOCAL DE SERVICES

- . L'information et l'orientation
- . Les services sociaux de base
- . L'action communautaire

A- L'information et l'orientation

Ce sont deux activités qui aideront la population à connaître les services du centre et des autres établissements (les services du Ministère, des Affaires Indiennes, bureau d'aide sociale, centre de Main-d'Oeuvre, etc ...) ou des réseaux des services de santé (hôpital, clinique Domrémy) et des services spécialisés de l'Agence.

B- Les services sociaux de base

Les services offerts répondent aux besoins courants et incluent les activités suivantes:

BEST AVAILABLE COPY

- Identification rapide des besoins des personnes
- Traitement à court terme y compris orientation vers d'autres ressources communautaires du milieu et/ou vers les services spécialisés du Service Social du Saguenay.
- Relance, afin de vérifier l'adéquation et la qualité des services rendus.
- Développement des groupes d'entr'aide, tels des groupes d'éducation à la vie familiale, des groupes d'alcoolique.

C- L'action communautaire

Les services d'action communautaire visent la participation de la population à la solution des problèmes sociaux des individus ou des groupes.

L'information, l'animation et l'éducation constituent trois des principales activités de l'action communautaire.

IV- LE PERSONNEL

Cette prévision de personnel se réfère à un strict minimum d'effectifs requis pour que ce centre local de services présente des garanties valables d'opération et d'implantation.

BEST AVAILABLE COPY

Pour les activités d'information et d'orientation, et
pour les services sociaux de base:

deux conseillers sociaux, un localisé à Malioténam
l'autre à Sept-Iles.

Pour les activités de l'action communautaire:

deux organisateurs communautaires, un localisé
à Malioténam, l'autre à Sept-Iles.

Pour les activités d'administration, d'évaluation et de
contrôle:

tâches assumées par le coordonnateur des services
aux indiens, de l'Agence de Service Social.

V- L'ORGANISATION

L'organisation du centre local de services sera sous la
responsabilité du Service Social du Saguenay.

Un comité permanent sera formé de représentants du milieu
indien et des ressources oeuvrantes au bien-être de la com-
munauté indienne, avec la responsabilité de l'orientation
du centre et de la consultation.

L'hypothèse de former une corporation indépendante du Ser-
vice Social du Saguenay avec un conseil d'administration
composé des membres de la communauté indienne sera étudiée
durant cette année de fonctionnement expérimentale.

BEST AVAILABLE COPY

VI- ETAPES DE REALISATION

15 avril - négociation avec le Ministère des Affaires
Indiennes pour le budget de fonctionnement.

1 mai au

1 juin - création d'un comité d'implantation.
- création du comité permanent d'orientation
et de consultation.

1 juin au

1 août - définition des modalités de fonctionnement
du centre de services.
- définition des modalités de participation des
autres ressources.
- consultation avec la population indienne.

1 août - mise en marche du centre

BEST AVAILABLE COPY

PROJET DE FOYERS DE
GROUPES SPECIALISES
POUR JEUNES INDIENS
MESADAPTES

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY

2 AVRIL, 1972

SEPT-ILES

BEST AVAILABLE COPY

INTRODUCTION

Bien que dans la société indienne, la famille reste encore le centre d'apprentissage à la vie qui, dans des conditions normales, a le plus de chances de donner à la société des individus adaptés, il reste des cas où la situation familiale est à ce point détériorée qu'il faut songer pour le bénéfice des enfants à un contexte plus stable et sécurisant sous peine de les voir eux-mêmes se détériorer gravement.

Jusqu'à maintenant, les praticiens du Service Social du Saguenay, en milieu indien, ont répondu à ces situations détériorées du palliant au plus urgent, c'est-à-dire qu'à partir d'évaluations des milieux familiaux indiens en voie de désintégration, ils ont cherché à diminuer les impacts néfastes chez les enfants de ces familles, en les plaçant dans des foyers nourriciers ou dans des institutions. Il est certain que ces mesures ne contribuent, dans bien des cas, qu'à diminuer les effets que pour un certain temps, et bien peu à rétablir les fonctionnements familiaux et sociaux des individus en cause. Ici, il ne faudrait pas être négatif au point de dire que nos interventions n'ont donné que peu de résultats. Il est important de comprendre la portée objective de nos actions qui est déterminée par des limites sérieuses: absence d'étude sur le milieu indien pour connaître qualitativement et quantitativement les besoins et les problèmes, un personnel jeune et inexpérimenté,

BEST AVAILABLE COPY

des ressources québécoises mal adaptées à la culture indienne, peu d'actions de type communautaire dirigées vers les causes sociales de la désintégration du milieu indien, et enfin des instruments de travail peu adaptés.

Dans tout ce contexte, on peut comprendre que nos actions ne peuvent-être que des réponses, rapides et peu articulées, à des problèmes urgents, pour la plupart des cas. En effet, la détérioration progressive des réserves indiennes oblige les praticiens du Service Social à n'être que des "pompiers" qui "courent" pour donner des réponses immédiates à des situations de crise.

Cette critique de nos actions nous a amené à formuler pour les prochaines années des objectifs de différents ordres. L'un de ces derniers, c'est de se donner des instruments et des ressources, adaptés au contexte indien et permettant d'oeuvrer réellement au rétablissement de fonctionnement familial et social de jeunes mésadaptés.

UN OBJECTIF: METTRE SUR PIEDS DES FOYERS DE GROUPES SPECIALISES POUR JEUNES MESADAPTES

Pourquoi des foyers de groupes spécialisés? Pour faire un travail sérieux de "réhabilitation" et de "rééducation" auprès des jeunes pré-délinquants ou délinquants, ou du moins ayant des troubles de comportement. Il s'avère, après une étude des besoins et une évaluation des

BEST AVAILABLE COPY

ressources "québécoises" pouvant être utilisées pour ces cas, nécessaire de développer ce type de ressource, si nous voulons définir et appliquer des plans de traitement qui auront un maximum de chances de donner des résultats "positifs" .

Actuellement, les ressources disponibles pour cette catégorie de mésadaptés sont les foyers nourriciers ou les institutions spécialisées de la province. La ressource foyer nourricier apparaît comme rentable lorsqu'elle est utilisée "exclusivement" pour jouer un rôle de substitut familial. Lorsqu'on cherche à l'utiliser pour, des fins spécifiques de traitement ou de rééducation auprès de certains jeunes, les foyers nourriciers se révèlent, dans la majorité des cas, comme non préparés et/ou non intéressés à s'occuper d'enfants à comportements difficiles.

La ressource "institutionnelle" quoique spécialement préparée pour traiter ce type de problèmes, est définie avant tout pour répondre à des jeunes de "culture québécoise". Ce qui veut dire que des indiens placés dans ces milieux se sentent complètement étrangers à plusieurs normes de fonctionnement interne. Un relevé sommaire des indiens placés depuis 1970 dans quatre (4) institutions est assez significatif quant à l'adéquation de ces dernières.

BEST AVAILABLE COPY

INSTITUT MGR COURCHESNE, RIMOUSKI

1971-72 : deux indiens placés:
un qui n'est pas resté
l'autre fonctionne au ralenti

INSTITUT ST-GEORGES, CHICOUTIMI

1970-71 : six (6) qui n'ont resté que quelque temps: maximum (6) mois.
1971-72 : deux (2) placés, mais qui sont revenus chez-eux très tôt.

INSTITUT LA CHESNAIE, ROBERVAL

1970-71 : un (1) seul est demeuré
1971-72 : deux (2) placés; l'un est parti aux premières semaines

SULLY

1970-71 : deux (2) qui sont restés toute l'année
1971-72 : six (6) placés; un seul est revenu.

Ce relevé indique que seulement 39% des indiens placés dans ces (4) institutions y sont demeurés un certain temps. Une rapide consultation avec quelques responsables de ces institutions nous a fait découvrir quelques raisons des départs prématurés de ces indiens:

BEST AVAILABLE COPY

- . Les institutions ne peuvent offrir des réponses à ces certains besoins des indiens (ex: la nature).
- . Un règlement "rigide", qui ne cadre pas avec les normes d'éducation des indiens.
- . Une mentalité différente, qui amène des agissements non acceptés par les autres enfants.
- . Un rythme de fonctionnement lent, qui crée des désavantages par rapport aux autres enfants.
- . Des problèmes de langages.

Ces évaluations nous ont amené à nous interroger sérieusement sur le type de ressources qui pourrait être utilisé pour répondre aux problèmes des enfants indiens mésadaptés. La conclusion que nous sommes portés à tirer actuellement: c'est la nécessité de mettre sur pieds des ressources adaptées aux indiens. Aussi, nous sommes portés à croire que des foyers de groupe spécialisés, installés en milieu indien, seraient une première façon de se donner des instruments de réhabilitation et de rééducation.

BEST AVAILABLE COPY

Un relevé sommaire des besoins, effectué auprès de nos praticiens affectés aux indiens, nous donne les résultats suivants:

RESERVE	TYPES D'INADAPTES	NOMBRE
Mingan	Délinquants plus pré-délinquants (mésadaptés socio-affectifs légers)	2
	Retardé pédagogique (trouble à l'apprentissage)	1
	Déficient mental	1
Sept-Iles & Malioténam	Délinquants plus pré-délinquants (mésadaptés socio-affectifs légers)	17
	Déficients mentaux	2
Bersimis	Délinquants plus pré-délinquants (mésadaptés socio-affectifs légers)	8

BEST AVAILABLE COPY

Il est certain que ce relevé ne tient pas compte de tous les cas de mésadaptés de ces réserves. Nous nous sommes servis pour l'établir, des références et des "case load" de nos praticiens. Mais, comme ordinairement, les cas nécessitant une intervention d'aide nous sont vite référés, en milieu indien, nous pouvons conclure à une certaine justesse de cette étude de besoin.

Les résultats de cette étude révèlent la nécessité de la mise sur pieds de trois (3) foyers de groupes spécialisés pour les mésadaptés socio-affectifs légers. Compte tenu de la répartition des besoins on peut prévoir que les endroits les plus propices seraient, Malio-ténam et Bersimis. On peut déjà penser aussi à l'utilisation de ces ressources pour les besoins des autres réserves. Peut-être que si l'expérience s'avère efficace, ces premiers foyers de groupe pourront former les premières bases à une ressource régionale pour les jeunes indiens mésadaptés.

LES OBJECTIFS DES FOYERS DE GROUPE SPECIALISES

Donner à de jeunes indiens ayant des problèmes de comportement, et ne pouvant compter sur leur propre milieu familial, un milieu de vie adapté à leur culture, et à leurs problèmes.

Etablir un travail de "résocialisation" avec ces jeunes pour leur permettre d'atteindre un fonctionnement social "normal".

Permettre un travail d'éducation avec les familles des jeunes en

BEST AVAILABLE COPY

foyer de groupe, pour préparer leur réinsertion dans leur milieu propre.

LES MOYENS

A- TROIS (3) FOYERS DE GROUPE SPECIALISES POUR MESADAPTES SOCIO-AFFECTIFS LEGERES

Caractéristique de ces foyers: (description sommaire)

- unité de 5 à 6 jeunes, encadrée par un couple indien et un éducateur de groupe spécialisé.
- la clientèle: homogénéité dans l'âge, le sexe, le Q.I, et la catégorie des problèmes.
- un règlement tenant compte de leur milieu culturel.
- etc...

B- UN PERSONNEL QUALIFIE

- un couple par foyer, évalué selon son expérience avec les enfants, sa compréhension du comportement des enfants, et son potentiel d'éducateur.

Une période de formation sera établie pour les couples pour préciser leurs fonctions et leurs rôles.

- un éducateur de groupe (un par foyer) qui assumera la responsabilité du fonctionnement du foyer de groupe, en s'occupant de la

BEST AVAILABLE COPY

formation et de la supervision du couple, en suivant de très près le fonctionnement de chaque jeune, en établissant des activités pour l'évolution des jeunes du foyer de groupe en accord avec les plans de traitement établis.

- une équipe de consultants (psychologue, t.s.p., clinicien, infirmière, etc...) qui évalueront les jeunes et qui détermineront les plans de traitement.

C- UNE ORGANISATION MATERIELLE ADEQUATE

. Les locaux

Les foyers de groupe spécialisés vont nécessiter des locaux adéquats, c'est-à-dire ayant les commodités suivantes: à chaque enfant sa chambre, une salle de jeux ou de séjours.

. Les commodités matérielles, modernes

Les foyers devront posséder la plupart des commodités modernes pour dégager le couple responsable, le plus possible, pour lui permettre d'assumer ses rôles d'éducateur.

Le pensionnat de Malioténam présente la plupart de ces avantages. Les locaux du foyer de groupe actuel, qui, selon nos évaluations, sera appelé à quitter cet endroit, présentent toutes les caractéristiques matérielles nécessaires pour l'établissement de foyers de groupe spécialisés. Il semblerait, selon certains, que la partie du pensionnat qui servait antérieurement de résidence aux soeurs pourrait être aménagée

BEST AVAILABLE COPY

sans grand frais en foyer de groupe.

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DES FOYERS DE GROUPE

Pour la première année de fonctionnement que nous considérons expérimentale, nous proposons la structure administrative suivante:

- Le Service Social du Saguenay a la pleine responsabilité des foyers de groupe, quant à ses objectifs, à son fonctionnement, à la sélection et la supervision du couple et des éducateurs spécialisés, à la sélection et aux traitements des enfants, et à son organisation matériel.
- Le Service Social emploie des éducateurs spécialisés à même son budget "contractuel" et les couples sont payés à partir d'un per diem qui comprend la rémunération du couple et les frais de fonctionnement normal du foyer (la nourriture, etc...)
- L'aménagement matériel des foyers (les locaux et le matériel) sera fourni, soit directement par les Affaires Indiennes, ou soit par l'intermédiaire d'un octroi que le Service Social administerra.

Pourquoi le Service Social ne juge pas opportun de constituer une nouvelle corporation, composée des parents des sujets résidant dans les foyers, de représentants des réserves, ainsi que des représentants des organismes communautaires immédiatement intéressés à cette ressource?

BEST AVAILABLE COPY

Nous ne rejetons pas cette hypothèse de gestion des foyers de groupes, et si, chemin faisant, nous décelons des intérêts (que d'ailleurs nous cherchons à provoquer), des milieux indiens à participer à l'administration de ces derniers, nous entamerons alors des procédures pour effectuer les transformations nécessaires.

LES ETAPES DE REALISATION

- 15 avril | - entente sur la nécessité d'établir des foyers de groupes, et conséquemment, des budgets nécessaires.
| - consultation avec les conseils de bandes des réserves concernées.
- 15 mai | - engagement des éducateurs spécialisés
- 1 juin au 1 juillet | - définition des normes précises de fonctionnement des foyers de groupes par les éducateurs.
| - élaboration des critères de sélection des couples et du plan de formation pour ces derniers, par les éducateurs de groupe.
| - formation de l'équipe de consultants.

BEST AVAILABLE COPY

1 juillet au 1 août		choix et formation des couples, par les éducateurs.
		évaluation des jeunes indiens devant être admis au foyer de groupe par les éducateurs et l'équipe de consultants.
15 août		ouverture des foyers de groupes spécialisés.

Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

Bonaventure, 6 juin 1972.

Mlle Suzanne Lemire, t.s.,
Ministère des Affaires Indiennes,
700 Laure, suite 18,
Sept Iles, P.Q.

Re: Diane Martin
FN: Guy Lepage,
Adresse: St Siméon,

Mademoiselle;

s.19(1)

Le cas précité est sous nos soins depuis le 8 mai 1968. Née le [REDACTED] 1958, Diane est la fille de Eddy et Rita Martin de la Réserve Indienne de Maria.

Diane manifeste un besoin de [REDACTED] et de nombreuses activités pendant la période estivale. C'est pourquoi nous envisageons de lui faire vivre un camp d'été du 24 juillet au 19 août 1972.

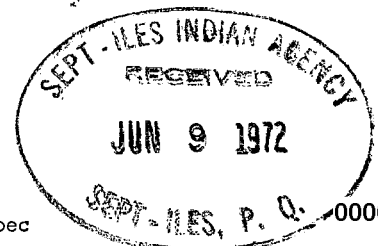
Nous aimerions savoir si vous accepteriez de défrayer le coût de ce séjour. La pension journalière est de \$3.00 sur une période de 27 jours.

Espérant qu'il vous sera possible d'accéder à notre demande, nous demeurons,

Bien à vous,

Albert Arsenault
Albert Arsenault, dir.,
Filiale de Bonaventure,
Service Social de Gaspé,
CP 308, Bonaventure.

AA/LA/jab

Att'n: Léa Arsenault.

BEST AVAILABLE COPY

Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

Bonaventure, 26 mai 1972.

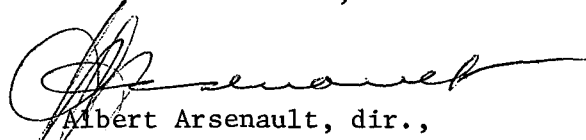
Mlle Suzanne Lemire, t.s.p.,
Ministère des Affaires Indiennes,
700 Laure, Suite 19,
Sept Iles, P.Q.

Mademoiselle Lemire;

Il me fait plaisir de vous faire parvenir, même si c'est avec un peu beaucoup de retard, les formules initiales de demande d'autorisation et de placement d'un enfant.

J'espère le tout à votre satisfaction et demeure,

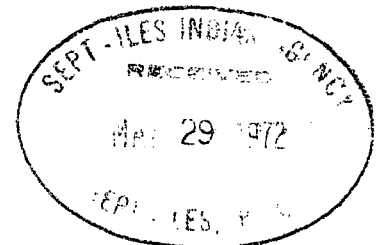
Votre tout dévoué,


Albert Arsenault, dir.,
Filiale de Bonaventure,
Service Social de Gaspé,
CP 308, Bonaventure.

AA/jab

Pces Jtes.

P.S.: S'il-vs-plait nous faire parvenir des formules de demande d'autorisation de placement d'un enfant anglais-français.



BEST AVAILABLE COPY

Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

Bonaventure, 26 mai 1972.

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

Mademoiselle Suzanne Lemire, t.s.p.,
Ministère des Affaires Indiennes,
700 Laure, Suite 19,
Sept Iles, P.Q.

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

Re: Contrat de service

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

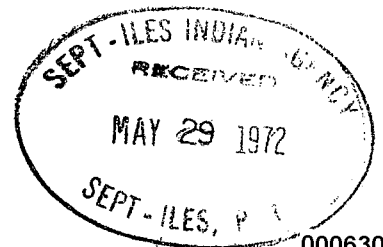
Mademoiselle Lemire;

Je reçois à l'instant un téléphone de monsieur Reynald Fournier, directeur général, m'informant qu'il a reçu l'autorisation du Ministère des Affaires Sociales, de traiter différemment et séparément le contrat de service que nous avons avec le Ministère des Affaires Indiennes.

Dès la semaine prochaine, nous aurons une réunion de la direction en vue d'établir des priorités de service sur les Réserves de Maria et Restigouche et déterminer, s'il y a lieu, de développer de nouveaux services ou simplement maintenir les services actuellement offerts qui, soit dit en passant, sont beaucoup trop lourds pour un seul praticien.

Soyez assurée que nous communiquerons avec vous dès que la chose sera possible afin de vous

2...



Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

2...

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

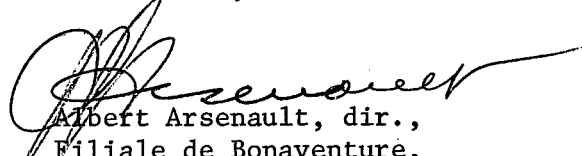
CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

soumettre un projet de contrat pour l'année 1972-73.

Bien à vous,


Albert Arsenault, dir.,
Filiale de Bonaventure,
Service Social de Gaspé,
CP 308, Bonaventure.

AA/jab

CC: M. Reynald Fournier, t.s.p.,
Directeur Général

M. Ovide Garnier, m.s.s.,
Directeur des Services Professionnels.

Bureau Régional,
Québec, P.Q.

SEPT-ILES, le 3 mai 1972.

379/29-16 (JC)

Att'n: Section des Affaires Communautaires

Sujet: Proposition d'extension du contrat
avec le Service Social du Saguenay.

Vous trouverez ci-joints une proposition de plan d'action et un détail des coûts qui ont été faits par le Service Social du Saguenay.

Cette étude a été faite à notre demande dans l'expectative d'une extension des champs d'action du service social, auprès de la population Indienne.

Jusqu'alors, en effet, il a été évident que le service social s'est borné à pratiquer une action très traditionnelle, qui ne touchait pratiquement que le placement des enfants en foyers nourriciers ou en institutions spécialisées, ainsi que de la question des aides ménagères.

Nous avons regretté jusqu'alors, que ces services ne puissent pas fournir d'autres services tels que:

l'action communautaire: (information - animation - éducation - loisirs),

l'action préventive: (groupes d'entr'aide à éducation familiale, lutte contre l'alcoolisme etc...),

l'information et l'orientation: (informer et orienter les Indiens dans l'utilisation de toutes les ressources extérieures),

et également et surtout, dans l'amélioration des services de base du service social, dans la mise en place d'une structure plus efficace, plus versatile, qui tiendrait mieux compte du milieu culturellement différent dans lequel il aurait à opérer.

Dans cette vision, un Centre local de services pourrait être mis en place à Sept-Iles et un autre à Maliotenam. A Schefferville, la qualité des services serait améliorée et même étendue (problème des loisirs).

...2/

- 2 -

Vous trouverez donc ci-attachés, pour fins de détail:

- 1- le plan général de l'action proposée.
- 2- le plan de l'expérience pilote, du Centre local Sept-Iles - Maliotenam.

Les coûts:

D'après les programmes proposés, il y aurait nécessité d'engager 3 nouveaux TSP, pour Sept-Iles - Maliotenam et pour remplacer l'A.S. de Schefferville (dans le but d'une extension et d'une amélioration des services). A ceci, s'ajouterait une augmentation assez considérable des bénéfices à l'emploi, des loyers de bureau, des frais de bureau et de téléphone, des frais de voyage, d'entraînement, des frais de recrutement, du mobilier de bureau et de l'outillage (audio-visuel). Le coût proposé serait de: \$119,134.00 contre \$71,855.00 pour la précédente année fiscale.

Dans le sommaire des dépenses, dressé par le service social, le total initial de \$141,214.00 comprenant les salaires d'un T.S.P. et d'un T.A.S., faisant partie d'un autre projet (foyers de groupe), dont nous reviendrons plus loin et que nous ne désirons pas mêler au présent programme, afin d'être plus clair et de pouvoir mieux comparer les coûts entre cette année et la précédente. A ces coûts, s'ajoutaient également, une augmentation rétroactive, provoquée par les derniers contrats collectifs et qui concernent l'année fiscale passée.

A notre avis, la proposition du service social, au coût de \$119,134.00 comprend des salaires raisonnables (les 3 nouveaux T.S.P., y compris l'ancien A.S. de Schefferville à remplacer par une position de T.S.P.).

En ce qui concerne les coûts administratifs, nous trouvons que certains sont légèrement prohibitifs et que le service social pourrait opérer avec une réduction administrative d'au moins \$20,000.00, sur l'ensemble. Nous ne sommes pas certain, en effet, que l'engagement d'une secrétaire supplémentaire à plein temps soit justifié et que tous les frais de bureau, de voyage etc... ne pourraient pas fonctionner sur des bases plus raisonnables.

En définitive et pour une période d'un an, nous recommanderions un contract exactement dans le plan d'action proposé et sans rien y changer, mais pour une somme ne devant pas dépasser \$100,000.00.

Impacts possibles:

Nous désirons également rester attentif aux faits suivants; qu'il est possible que ce recrutement de travailleurs spécialisés et que la mise en plan de structures dans le milieu Indien aient des chances d'améliorer les services et de les rendre plus efficaces.

...3/

- 3 -

Mais nous croyons également que jusqu'alors et depuis que des contrats ont été signés avec les services sociaux, que ceux-ci ont démontré une nette méconnaissance du milieu Indien, principalement dans les placements d'enfants et dans la fourniture d'aide-ménagères qui ont plutôt brisé les ressources traditionnelles d'entr'aide, qui existait chez les Indiens.

A ceci, les services sociaux répondent qu'ils n'avaient ni le personnel, ni le temps pour étudier le milieu et qu'ils n'avaient pu jusqu'alors pratiquer qu'une politique "de bouchage de trous". Ceci est fort possible! mais une excuse même valable ne rattrape pas néanmoins le mal fait.

Dans l'avenir, nous voudrions donc être plus prudents, tant sur le plan financier, que sur le plan de l'action, à savoir: si par le recrutement de jeunes travailleurs spéciaux fraîchement émoulus des universités par un organisme qui n'a pas encore pu lui-même adapter son action à un milieu qui lui est encore très étranger et où les Théories sociales propres au nôtre ne font pas toujours l'effet escompté, nous ne risquons pas d'avoir quelques effets ou actions mal appropriés envers lesquelles il sera peut-être difficile de revenir à long terme.

En définitive, ce que nous pensons, c'est qu'un projet de plan d'action nous est proposé, comme nous ne pourrions pas d'avance prévoir les effets précis que cela pourra avoir, ni du résultat à escompter, nous sommes prêts d'envisager ceci sur la base d'un essai à court terme d'une expérience pilote pour un terme d'un an. Mais nous ne voudrions pas, comme cela a été le cas, que cette période faite et après une estimation objectives des résultats, être obligés de continuer le contrat; simplement par ce que nous nous persuaderons que cette ressource puisse faire force d'habitude, comme cela a été le cas avec les foyers nourriciers, les aide-ménagères et des foyers de vieillards.

Foyers de groupe

Bien que le principe de ces foyers soit intéressant, en lui-même, le coût d'un tel programme est à notre avis prohibitif, pour le nombre d'enfants placés. (6 par foyer).

Exemple: Pour un foyer à Maliotenam \$37,836.80

Pour un foyer à Bersimis \$40,336.80

soit un total de \$78,000.00 pour 12 enfants.

Les besoins de départ nécessiteraient même, deux foyers à Sept-Iles - Maliotenam et un à Bersimis soit: une dépense de \$116,000.00 pour 18 enfants.

...4/

- 4 -

Il est possible que ceci correspondant à un Per diem de \$18.42 par enfant et par jour de présence et que bien des institutions spécialisées nous réclament des montants plus élevés, mais comme ces foyers s'adressent à une "clientèle" beaucoup plus large, nous ne réglerons qu'une infime partie des besoins de notre District avec 13 pensionnaires, pour le District et pour un coût déjà très élevé.

D'ailleurs, si d'après "nos normes" d'enfance inadaptée nous devons étendre une telle institution, pour couvrir vraiment tout notre territoire, nous aurons donc alors d'ici les prochaines années, une machine encore plus coûteuse que nos pensionnats Indiens.

De plus, nous croyons qu'avec la proposition d'extension et d'amélioration des services de l'agence sociale, celle-ci aura déjà fort à faire pour cette année, pour ne pas prendre les risques que pourrait comporter un programme trop brutalement chargé.

Nous ne recommanderons donc pas d'accepter la mise en place de ces foyers, tout au moins pour cette année.

Nous vous soumettons donc cette étude préliminaire et nos recommandations, afin de pouvoir faire préparer un contrat avec le service social du Saguenay de l'ordre de \$100,000.00, somme que nous avons prévue cette année à notre budget, compte tenu de ce que nous aurons à prévoir pour la Gaspésie.

J. Coster
Surveillant de District des
Affaires Communautaires
Sept-Iles, P. Qué.

p.j.

M. Jacques Coster,
Surveillant des Affaires Communautaires
Sept-Iles, P.Q.

SEPT-ILES, le 28 avril 1972.

379/29-16

Contrat de Services

Le "Plan d'action du Service Social du Saguenay pour les Services aux Indiens" (72-73) est fort intéressant. L'expérience pilote du Centre local de services sur la réserve Sept-Iles et Maliotenam sera sans doute un outil pour l'amélioration des services non seulement pour ces deux réserves, mais également pour le district entier. Le Service Social à l'aide de ce Centre pourra évaluer de façon précise les besoins non seulement individuels mais communautaires de cette population, et trouver des moyens adaptés pour y répondre. On peut également prévoir que cet expérience nous sera utile au niveau régional. Je pense en effet que c'est la première fois qu'un Service Social se penche de façon rationnelle sur les méthodes employées face à la population indienne.

Je suis plus réticente face au foyer de groupe sur réserve. Cependant, je pense qu'il vaut la peine de tenter l'expérience.

Les responsables du Service Social semble enfin prêts à faire un pas en avant. Il va sans dire, qu'une relation plus étroite devra exister entre le Ministère et le Service Social.

L'importance du contrat et ses implications nécessiteront de notre part une "supervision" et évaluation constante des services offerts. L'apport du service social en milieu indien m'a jusqu'à maintenant un peu déçu; nous devons cependant laisser une chance à ces organismes qui ont enfin compris que la population indienne était différente de la population non-indienne.

Signé par
Suzanne Lemire
Suzanne Lemire
Travailleuse Sociale
Min. des Affaires Indiennes
700, ave Laure, suite 19
Sept-Iles, P.Q.

M. C.T. Blouin,
Bureau régional,
Québec, P.Q.

SEPT-ÎLES, le 19 avril 1972.

379/29-16
379/29-2-2A

Re: Maison-Mobile

s.19(1)

Ma récente visite à Maria m'a permis d'éclairer ce problème. [REDACTED] aurait aimé être mis sur la liste des priorités pour l'obtention d'un octroi de \$8,500.00 à l'habitation. Avec ce \$8,500.00 elle désirait acheter une maison-mobile. Par la suite, il lui aurait été possible d'aménager un bureau à même sa résidence.

Je lui ai expliqué que si le Service Social jugeait utile et nécessaire pour son travail qu'elle ait un bureau à Maria, nous serions prêts via le contrat de Service avec l'agence, à payer un loyer mensuel. Evidemment, il s'agit que le Conseil de Bande accepte la demande de [REDACTED], et que les règlements touchant à l'habitation permettent un tel achat (maison-mobile).

De plus, en accord avec le directeur du Service Social, je considère qu'il n'est pas à nous de faire des pressions auprès du Conseil de bande, vu l'urgence pour certaines familles d'obtenir une maison. Le Service Social trouvera une autre solution à son problème de logement si nécessaire.

Chris. signé par
Suzanne Lemire
pour/Suzanne Lemire
Min. des Affaires Indiennes
District de Sept-Îles.

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

Surintendant de District,
Sept-Iles.

QUEBEC 4, le 20 mars 1972.

our file/notre dossier 379/29-2-2A (LT)
your file/votre dossier

Re: Maison-mobile,
[REDACTED]

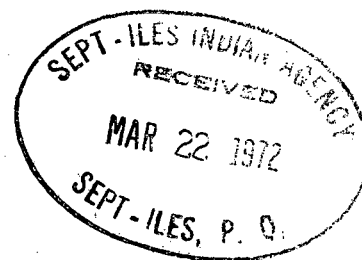
s.19(1)

Nous vous référons à la correspondance antérieure relativement au sujet en titre.

Nous apprécierions recevoir une réponse à cette correspondance afin que nous puissions fermer ce dossier.

LT:fc

Pour/le Directeur régional adjoint,
Affaires Communautaires,
E.R. Bourdon.



À la Reine

bon et pour
étude et lors de
notre prochain
voyage à Bonaventure,
seraient contacter
M. Albert Arseneault
et [REDACTED]

s.19(1)

J. M. Proulx

000639

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

Surintendant de District,
Sept-Iles.

QUEBEC 4, le 1er février 1972.

Att'n: Monsieur J.-M. Pauzé

our file/notre dossier 379/29-2-2A (LT)
your file/votre dossier

Re: Maison-mobile -
[REDACTED]



Nous accusons réception de votre lettre en date du 25 courant, ainsi que celle de [REDACTED] en date du 17 janvier 1972 relativement au sujet ci-dessus mentionné.

Vous connaissez les programmes d'aide à l'égard du logement sur et hors des réserves. Les maisons mobiles n'entrent pas dans les cadres de ces programmes, sauf dans des circonstances bien particulières. Nous ne croyons pas que de telles circonstances particulières se retrouvent dans le cas de [REDACTED]

Par ailleurs, il y aurait sans doute lieu d'étudier avec elle les possibilités qu'offrent les programmes d'aide existants, soit sur la réserve, soit hors de la réserve.

Nous nous demandons également si les possibilités d'aménager un local pour cette employée à l'ancien centre communautaire ou au bureau de la Bande ont été explorées. Nous croyons qu'une étude plus approfondie du problème de logement avec lequel [REDACTED] est confrontée pourrait permettre une meilleure solution que celle suggérée. Il y aurait également lieu de discuter de tout ceci avec l'agence qui emploie [REDACTED] puisqu'un coût de location devra être éventuellement prévu dans le contrat.

s.19(1)

Pour/le Directeur régional adjoint,
Affaires communautaires,
E.R. Bourdon.

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

Surveillant régional des
Services Sociaux, Quebec

SEPT-ILES, le 25 janvier 1972.

Att'n: M. C.T. Blouin.

our file, notre dossier
your file, votre dossier 378/29-16-Maria

Re: Maison-mobile pour
[redacted]
Travailleuse sociale indienne

Plaît trouver ci-joint une demande de la travailleuse-sociale du Service Social de Bonaventure [redacted] no: [redacted] de la bande des Micmacs de Maria et qui fait du service social sur nos réserves de Restigouche et Maria.

Le Conseil de bande de Maria m'a mis en face de ce problème lors de mon dernier voyage à Maria, le ou vers le 11 janvier 1972 et tous étaient en faveur de la demande et acquiesse aux raisons données par [redacted] et telles que décrites dans sa lettre ci-jointe.

Une résolution du dit conseil de bande à cet effet va nous être expédiée bientôt. En plus de cette résolution que j'ai exigées, j'ai aussi demandé que [redacted] nous fournisse une lettre d'acceptation de sa suggestion et manière de travailler à Maria du Directeur même du Service Social de Bonaventure. J'espère donc recevoir cette dernière lettre bientôt.

Plaît aviser [redacted] et le soussigné si on peut donner suite à sa demande car cette requête semble être urgent et cette dernière voudrait être en mesure de retenir la dite maison mobile à un coût réduit le plus tôt possible.

s.19(1)

ORIGINAL SIGNED BY
J. M. PAUZE

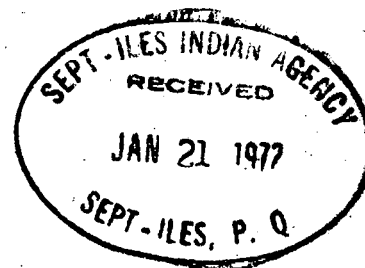
J.M. Pauze
Asst-Supt de Restigouche, Maria,
Gaspé et Viger.
District de Sept-Iles.

p.j.

BEST AVAILABLE COPY

Maria, 17 janvier 1972.

Monsieur Pauzé,
Seven Islands District Supervisor,
Indian Affairs & Northern Development,
700 Laure, Suite 19,
SEPT-Iles, P.Q.



Cher monsieur,

La présente fait suite à notre rencontre au sujet de ma demande de maison en date du 12-01-72 avec le Chef Leonard Jérôme et ses deux conseillers, Harry Condo et Maxime Martin.

Les procédures de demande ont d'abord été effectuées à la suite de constatations de sa nécessité. D'abord j'ai rencontré monsieur Harry Condo et ensuite Maxime Martin pour en faire la demande écrite. Le Conseil de Bande a communiqué avec moi afin de discuter de la demande étant donné que cela ressortait un peu de la normalité.

Tout d'abord en ce qui a trait à la question financière, soit la demande du montant de \$8,500.00 coût de base donné aux gens de la Réserve, nous avons discuté sur ce point étant donné que je voulais ce montant pour déboursier sur une maison mobile de \$12,000.00 présentement réduite à \$10,800.00.

Un autre point qui a été souligné fut le fait d'avoir un endroit privé où les gens, c'est-à-dire les gens de la Réserve de Maria qui désirent me voir par affaire, n'auraient pas besoin de se présenter chez mes parents et enfin déranger le tout. Ceci, les membres du Conseil de Bande l'ont constaté à plusieurs reprises et ont été joliment frustrés; ils ont vivement exprimé le désir que je sois installée dans ma propre maison et que je pourrais les recevoir dans un bureau.

...2/

BEST AVAILABLE COPY

.../2

Dans la situation présente, il m'est devenu nécessaire d'avoir une maison. Pour les raisons ci-haut mentionnées, les raisons pour lesquelles le Conseil de Bande l'a fortement recommandé dû au fait qu'ils connaissent la situation familiale et également les exigences de mon travail. Cette demande, comme déjà mentionné, est définitivement nécessaire.

Auriez-vous l'obligeance de m'informer le plus tôt possible de la décision prise étant donné que je dois informer le gérant de ces maisons mobiles le plus tôt possible sur l'achat. C'est que je dois déboursier moi-même de \$3,000.00 à \$5,000.00, balance sur la maison mobile et l'installation. C'est pour cela que j'ai énormément à avoir cette maison étant donné qu'elle est en réduction.

Vous remerciant de votre précieuse collaboration, je demeure,

Bien à vous, /



s.19(1)

a/s Stephen Gideon.

P.S.: Si de plus amples informations vous sont nécessaires,
Communiquez par téléphone le plus tôt possible

No: [redacted] (avant 5 hrs P.M.)

BEST AVAILABLE COPY

M. Albert Arsenault, directeur,
Service Social de Gaspé,
C.P. 308, Filiale Bonaventure,
Bonaventure, P.Q.

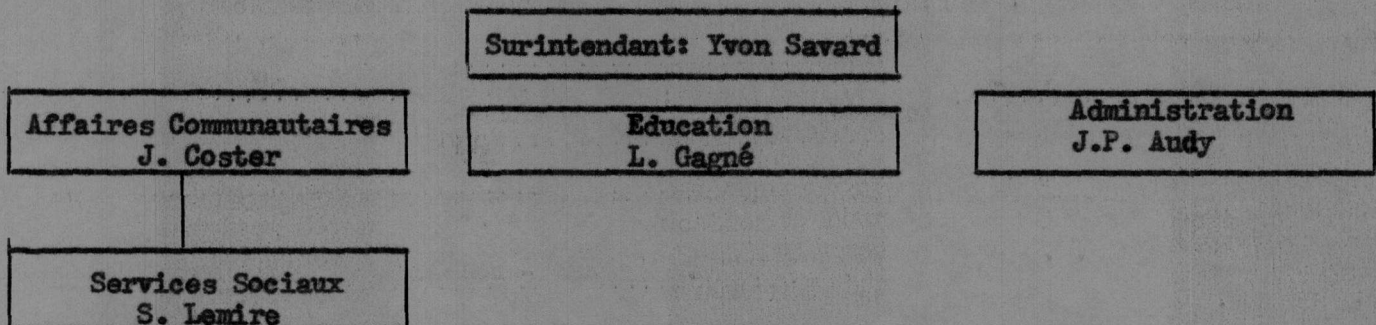
SEPT-ILES, le 17 avril 1972
379/29-16

Re: Rencontre du 10 avril dernier

Tel que convenu, voici un résumé des points abordés lors de notre rencontre de mardi dernier.

1. Structures Affaires Indiennes

Comme je vous l'ai expliqué, les réserves de Maria et de Restigouche relèvent maintenant du District de Sept-Iles (700 Ave. Laure, Suite 19). Le contrat de services liant mon Ministère à votre organisme dépend plus spécifiquement de la Section "Services Sociaux" dont je suis responsable.



Ceci n'est qu'une partie de l'organigramme du Ministère. Je pourrais ajouter le nom de M. Pauzé, qui est plus directement responsable de Restigouche et Maria, et qui s'y rend environ tous les mois. Je me rends compte de l'importance pour le Service Social de connaître les programmes du Ministère des Affaires Indiennes, et serai bien disponible à répondre à vos demandes.

2. Procédures pour placements d'enfants.

- Soins médicaux

Pour tous les enfants indiens placés en foyers nourriciers, les soins médicaux sont défrayés par le Ministère de la Santé Nationale. Un contact devrait être établi avec Garde Berthelot de Restigouche.

- Vêtements

Les trousseaux d'entrée devront être indiqués sur la formule "Initial Child Placement". Le Ministère payera sur réception de factures. Si un enfant nécessite un surplus de vêtements qui ne peut être couvert par les allocations familiales, le Ministère payera également sur réception de factures. Dans ces cas, les mêmes normes qu'au niveau provincial sont applicables.

- Transport

Comme pour les vêtements, nous avons besoin de pièces justificatives pour effectuer les paiements.

- Formules "Initial Child Placement".

Cette formule doit être remplie au moment de tout placement d'enfants: en institution ou en foyer nourricier. Elle doit en plus de la signature du praticien () posséder le sceau du Service Social. Les copies blanche, rose et jaune sont envoyées au bureau du District (700 Laure, Suite 19, Sept-Iles) pour autorisation. Nous vous remettons la blanche après autorisation. La copie bleue que vous avez gardée devra nous parvenir aussitôt le placement terminé.

Pour les enfants en institution d'assistance publique, vous devez indiquer sur la formule: "Pension réclamée par le Ministère des Affaires Sociales".

3. Placements d'adultes

Dans ce domaine, aucune norme stricte n'est encore élaborée. Nous vous demandons autant que possible de suivre les mêmes normes qu'au niveau provincial.

4. Contrat de service

- Contrat de service 1971-72.

J'apprécierais recevoir un rapport statistique et narratif de vos activités 71-72.

- Contrat de service 1972-73.

Afin que l'on puisse procéder à la signature du prochain contrat, des prévisions budgétaires devront être élaborées par votre agence et envoyées au bureau de District le plus tôt possible. Malheureusement, une connaissance encore très rudimentaire de ces deux réserves m'empêchent de vous faire des suggestions précises. Cependant, vous m'avez fait remarquer à plusieurs reprises le problème dans le domaine de l'alcoolisme. Bien que ce problème n'est pas perçu comme tel sur les réserves, il y aurait peut-être un accent à mettre sur la recherche des causes de ce phénomène. Si je me fie à d'autres réserves, il existe chez notre population indienne une oisiveté qui peut être d'après moi, une des causes de ce fléau. On pourrait peut-être penser à une action communautaire dans le domaine d'organisation de loisirs; à ces activités, pourrait s'intégrer une action préventive face à l'alcoolisme.

5. Rôle du travailleur social des Affaires Indiennes.

Je pense vous avoir suffisamment expliqué mon rôle. En résumé, je ne remplace pas les services sociaux. Je suis là comme agent de liaison entre votre organisme et le Ministère. Je pourrai également lorsque ma connaissance du milieu sera plus approfondie, discuter avec vous de l'orientation du "travail social" à faire sur les réserves.

BEST AVAILABLE COPY

- 3 -

En terminant, je tiens à vous remercier vous et M. Garnier de votre disponibilité et votre collaboration.

c.c. M. Ovide Garnier,
Service Social de Gaspé,
C.P. 39,
Gaspé, P.Q.

*Original signé
par S. Lemire*
S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
Min. des Affaires Indiennes,
700 Laure, Suite 19,
Sept-Îles, P.Q.

BEST AVAILABLE COPY

REQUISITION FOR CHEQUE
DEMANDE DE CHÈQUE

FOREIGN CURRENCY IDENTIFICATION
DÉSIGNATION DES DEVISES ÉTRANGÈRES

DATE 13-4-72

379/29-16

DEPARTMENT - MINISTÈRE Department of Indian Affairs and Northern Development	NO. 42	BRANCH, DIVISION OR UNIT - DIRECTION, DIVISION OU SERVICE District de Sept Îles	NO.
---	-----------	--	-----

PAYEE'S NAME AND ADDRESS - NOM ET ADRESSE DU BÉNÉFICIAIRE

SERIAL OR CONTROL NO. - N° DE SÉRIE OU DE CONTRÔLE

SOURCE

DATE OF CHEQUE - DATE DU CHÈQUE

FISCAL ACCTG. SERIAL NO. - COMPTABILITÉ FISCALE
N° DE SÉRIE

RATE OF EXCHANGE - COURS DU CHANGE

Correspondence relating to the Remittance should be directed to the Department indicated above quoting the cheque number.
Adresser la correspondance afférente au ministère précité, prière d'indiquer le n° du chèque

PARTICULARS - DÉTAILS	FOREIGN AMOUNT MONTANT ÉTRANGER	EXCHANGE CHANGE	CANADIAN AMOUNT MONTANT CANADIEN	CHEQUE NUMBER N° DU CHÈQUE
-----------------------	------------------------------------	--------------------	-------------------------------------	-------------------------------

N.B. Facture siuura.
Balance contrat avec
Service Social Saguenay
58,978⁰⁰ moins payé à
date 23,740.85 =
Dépense 71-72

33,237.15

FISCAL ACCTG. TITLE - TITRE DE COMPTE FIN.	ACCOUNT NO. N° DU COMPTE	DEBIT	CREDIT
--	-----------------------------	-------	--------

CODING - CODAGE Remarks Remarques	Enc. ch. fin	Prog.	Vote Crédit	Resp. Centre de resp.	Activity Sect. d'act.	Financial control Contrôle comptable		Line Obj. Art d'exéc.	\$ Amount Montant	\$	CR CT
						1	2				
Contrat	O.M	2	01	379	1210	000	00	0408	33,237.15		

REQUISITION FOR PAYMENT PURSUANT TO SECTION 31 OF THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT.

DEMANDE DE PAIEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 31 DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

REQUISITION FOR PAYMENT PURSUANT TO SECTION 32 OF THE FINANCIAL ADMINISTRATION ACT.

DEMANDE DE PAIEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 32 DE LA LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE.

TOTAL \$ 33,237.15

J.P. Audy
CERTIFIED CORRECT - CERTIFIÉE CONFORME

AUTHORIZED OFFICER - FONCTIONNAIRE AUTORISÉ

AUTHORIZED OFFICER - FONCTIONNAIRE AUTORISÉ

SERVICES OFFICER - AGENT DES SERVICES

BEST AVAILABLE COPY

1972

4 Mar

379/29-16

M. Ministère des Affaires Indiennes

700 Laurier, Suite 19, Sept. Stee

DOIT A Service Social du Saguenay

768 Gossie, Hauteville

CONDITIONS: Acc. M. J.M. Lange

Services données à la population
indienne de septembre 71 à mars
72 inclusivement.

56,978.00 / 12 = 4,748.17 x 9 mois

53237 15

RECEIVED
MAY 8 1972

 *Service Social du Saguenay*

768 RUE BOSSE

HAUTERIVE, QUE.

TEL: 589-2013

Dossier 29-16

Le 20 Mars 1972

FORESTVILLE2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

Mademoiselle Suzanne Lemire
Travailleuse Sociale
Ministère des Affaires Indiennes
700, Ave. Laure Suite 19
Sept-Iles

SEPT-ILES405, Brochu
TEL: 962-2578

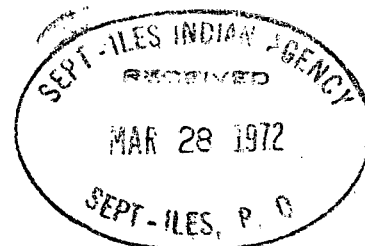
Mademoiselle,

**HAVRE ST-PIERRE**C. P. 188
TEL: 445

J'ai bien reçu la vôtre du 14 Mars et
prends bonne note de votre désir de collaborer avec
notre agence dans la sélection du nouveau personnel
que nous pourrions éventuellement mobiliser pour
améliorer nos services à la population indienne.

SHEFFERVILLEHôtel de Ville
TEL: 585-2256

Je crois en effet important que nos deux
services collaborent plus étroitement dans la plani-
fication et la coordination des diverses opérations
visant le bien-être des indiens sur la Côte-Nord.
Je présume que vous-mêmes et notre représentant Monsieur
Jacques Paradis, avez déjà pu vous entretenir sur ce
sujet.



Vous me voyez entièrement disposé à discuter directement avec vous ou par l'intermédiaire de Monsieur Paradis de la formation éventuelle d'un comité mixte de sélection selon les circonstances et les besoins qui pourront se présenter.

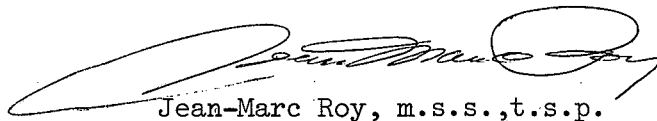
Si l'occasion m'est donnée de vous rencontrer lors d'une prochaine visite à Sept-Iles, il me fera plaisir d'en profiter croyez-le bien.

D'ici à ce que le plaisir me soit donné d'un entretien, je vous prie d'agréer l'assurance de mon entière collaboration.

Bien à vous

Le Directeur Général

JMR/dc


Jean-Marc Roy, m.s.s., t.s.p.

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur C.T. Blouin,
Bureau Régional,
Québec

SEPT-ÎLES, le 10 avril 1972
379/29-16

Re: Prévention face à l'alcoolisme.

Il m'a été confirmé que M. Roger Richard de l'O.P.T.A.T., que d'ici 2 mois, une clinique externe (Centre d'accueil) ouvrirait ses portes à Sept-Îles.

Comme je vous l'ai expliqué, il existe actuellement à Sept-Îles, un projet d'initiative locale. "Le Centre d'information sur l'alcoolisme et les autres toximanies", qui à toutes fins pratiques est l'embryon d'un centre d'accueil. Dès le début de ce projet, Mme Ross, responsable a intégré à son personnel deux (2) Indiens. Leur travail consiste à du follow-up auprès des personnes venant de la clinique, à l'organisation de loisirs pour ces personnes, et à un travail de prévention auprès de la jeunesse indienne. Ces deux personnes, bien que n'ayant aucune formation professionnelle font un travail important et admirable. La supervision et le support que leur apportent les responsables de ce projet y comptent pour beaucoup.

Donc, afin que ce travail puisse se continuer, il nous faudrait absolument trouver un moyen de signer un contrat de service avec cette clinique externe, qui pourrait intégrer à son personnel ces deux personnes indiennes. Je pense inutile de décrire toutes les avantages qu'un tel contrat de service personnel procurerait à notre population.

Encore une fois je dois vous dire combien il m'est difficile d'accepter que le Ministère des Affaires Indiennes ne s'est pas équipé pour faire face à ce problème communautaire et social.

*Original signé
par S. Lemire*

S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
District de Sept-Îles.



BEST AVAILABLE COPY

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

M. Jacques Paradis,
Service Social du Saguenay,
Rue Brochu,
Sept-Iles, P.Q.

SEPT-ILES, le 6 avril 1972

our file notre dossier

your file votre dossier

379/29-16

Je t'envoie une copie des procédures que nous avons travaillées au sujet des auxiliaires-familiales. Aussi une copie de la lettre qui sera envoyée aux administrateurs de bien-être, après la rencontre et l'explication des procédures avec les praticiens. Egalement une copie des formules d'autorisation. Celle-ci devant être approuvées par notre bureau avant l'engagement de la personne, sauf dans des cas d'extrême urgence.

S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
District de Sept-Iles.

p.j.

BEST AVAILABLE COPY

Dossier: 379/29-1
379/29-16

Procédures à suivre concernant le coût des services d'une
auxiliaire familiale, d'une aide-ménagère, d'une gardienne
d'enfants.

L'article 4.46 de notre programme d'aide sociale se lit comme suit:

- a) Le coût des services (1) d'une auxiliaire familiale ou (2) d'une aide-ménagère ainsi que les frais additionnels entraînés par la location de ces services lorsque l'étude du cas démontre que cette aide est nécessaire à la santé et à la sécurité des personnes:

Bureau local: \$10.00 par jour; services d'une auxiliaire familiale et \$6.00 par semaine pour frais additionnels;

1. Une auxiliaire familiale remplit un rôle équivalent à celui de la mère de famille dans la bonne gestion du foyer, ceci incluant la préparation du budget, le marché, etc.
2. Une aide-ménagère aide surtout la responsable du foyer dans l'exercice de certains rôles, comme la préparation des repas, le lavage et l'entretien général de la maison.
3. Une gardienne d'enfants n'a aucune responsabilité dans la famille, autre que celle d'assurer le soin et la garde des enfants durant l'absence des parents ou des gardiens.

\$8.00 par jour ou \$40.00 par semaine; services d'une aide-ménagère et \$6.00 par semaine pour frais additionnels.

- b) Le coût des services relatifs à la garde d'enfant (3) lorsque l'étude du cas démontre qu'il y a intérêt à permettre le retour au travail, l'obtention ou le maintien d'un emploi:

Bureau local: \$2.00 par jour ou \$10.00 par semaine, pour un enfant.

\$3.00 par jour ou \$15.00 par semaine, pour deux enfants.

\$4.00 par jour ou \$20.00 par semaine pour trois enfants et plus.

L'autorité dans ce domaine relève du bureau de District. Les familles requérant des services de ce genre sont en grande partie des cas sociaux ou médicaux. C'est pourquoi désormais la responsabilité de décision par rapport à cet article relèvera du Service Social. Comme pour les placements d'enfants, le bureau de District autorisera les demandes du Service Social.

La formule employée sera celle intitulée "Formule d'autorisation pour auxiliaire-familiale, aide-ménagère, gardienne d'enfants".

Cette formule sera remplie en 4 copies: - Une copie gardée au Service Social.
- 3 envoyées au bureau de District

- 1- Pour autorisation et renvoi au Service Social.

BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

1 - Pour dossier

1 - Pour administrateur de bien-être.

Il nous est absolument nécessaire de connaître les personnes employées. Celles-ci devront aviser l'administrateur de bien-être, qui fera de nouveau le calcul des besoins et des ressources et établira s'il y a déficit ou non.

Dans le cas de cessation ou de changement de la situation, la formule intitulée "Avis de cessation ou de changement d'auxiliaire-familiale, aide-ménagère, gardienne d'enfant", sera utilisée.

Cette formule devra être remplie en trois copies.

1. au Service Social
2. au Bureau de District
 - 1 - pour dossier
 - 1 - pour administrateur de bien-être.

Il est important de noter que cette nouvelle procédure n'est qu'à l'essai et devra être évaluée par les parties en cause à la fin de l'été prochain.

S. Lemire
S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
District de Sept-Iles.

BEST AVAILABLE COPY

CONVENTION A L'EGARD D'UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien,

D'UNE PART,

ET,

Le Service Social de Gaspé

D'AUTRE PART.

En vertu de la présente convention, le Service Social de Gaspé accepte de fournir des services sociaux professionnels aux Indiens qui vivent dans les réserves de Maria et Restigouche. Les services comprendront l'orientation individuelle et familiale; la consultation auprès des administrateurs, si nécessaire, sur les circonstances entourant l'octroi d'assistance financière; la protection et la garde d'enfants délinquants, manquant de soin ou abandonnés; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre Social; le placement d'adultes; l'organisation communautaire et l'action sociale auprès des communautés indiennes et de ses membres en rapport avec les besoins exprimés par les conseils de bandes, des groupes d'individus et des officiers du Ministère.

Le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien accepte de payer au Service Social de Gaspé un montant ne dépassant pas \$18,145.00 pour l'année financière commençant le 1er avril 1971 et se terminant le 31 mars 1972 en vue de payer les dépenses de praticiens sociaux engagés à plein temps, les services de surveillance professionnelle, les frais de déplacement, les services de secrétariat et d'administration ainsi que les consultations professionnelles au fur et à mesure des besoins.

Le Service Social de Gaspé pourra demander, à l'occasion, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien une avance de fonds que l'organisme de bien-être social utilisera pour payer les frais des services mentionnés au premier paragraphe.

La présente convention restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1972 sauf si l'une ou l'autre des parties en cause décide de mettre fin à l'accord en faisant tenir à l'autre partie un avis par écrit à cet égard, au moins un mois avant la date de cessation.

La présente convention pourra être renouvelée pour l'année financière 1972-73 suivant l'estimation des frais établis par le Service Social de Gaspé et présentée par ce dernier au plus tard le 1er mars 1972.

Signée au nom du Service Social de Gaspé (Québec)

Signée au nom du gouvernement du Canada

Témoin

Témoin

Date

Date

JAN 10 1972

00748 JAN1772

000655

1220 Rest.

M. Jean-Marc Roy,
directeur régional
Service Social du Saguenay,
768, rue Bossé,
Hauterive, P.Q.

SEPT-ILES, le 14 mars 1972.

379/29-16

Cher monsieur,

A la suite d'une rencontre avec Jacques Paradis concernant le prochain contrat de Service de votre organisme et de notre Ministère j'aimerais vous faire une suggestion.

Il est en effet possible que le prochain contrat (72-73) inclue l'engagement de personnel supplémentaire. Etant donné la nécessité de plus en plus grande de collaboration entre le Service Social et les Affaires Indiennes, et l'importance que j'attache à l'action future du Service Social en milieu indien, j'apprécierais faire partie du comité de sélection de ce nouveau personnel. Je pourrais mettre à projet mon expérience en milieu indien, et de plus établir avec votre direction un contact plus étroit.

Après discussion, au niveau régional, il semble qu'il en sera de même pour les autres Services Sociaux de la province qui ont un contrat de service avec notre Ministère.

Je vous remercie de votre attention et collaboration,

Original signé par
Suzanne Lemire
Suzanne Lemire
Travailleuse sociale,
Min. des Affaires Indiennes
700, ave Laure, suite 19
Sept-Iles, P.Q.

c.c. Jacques Paradis
Service Social
Sept-Iles.

Mlle Suzanne Lemire,
Travailleuse Sociale,
Sept-Iles, Que.

Sept-Iles, le 18 février 1972.

379/29-16
379/23-16

Mademoiselle,

A votre demande, il nous fait plaisir de vous fournir copie des Rapports Mensuels des principales des écoles indiennes. Si vous désirez consulter les rapports des autres mois, vous n'aurez qu'à référer au dossier mentionné ci-haut.

Pour les écoles conjointes, nous ne recevons pas de rapports régulièrement et nous ne pouvons pas l'exiger car nous avons transmis la responsabilité de l'administration.

ORIGINAL SIGNED BY
L. DROUIN.

L. Drouin,
Pour/L. Gagné,
Surveillant de district, éducation.
District de Sept-Iles.

Department of
Indian Affairs and
Northern Development



Ministère des
Affaires indiennes et
du Nord canadien

M. Léon Gagné,
Surveillant de l'Education,
Sept-Iles, P.Q.

SEPT-ILES, le 15 février 1972
our file/notre dossier
your file/votre dossier 379/29-16

Nous sommes à faire une recherche pour préciser des objectifs de travail. ~~Pour~~
~~des objectifs de travail.~~ Pour compléter notre cueillette de données, nous aurions
besoin de quelques renseignements concernant la situation scolaire.

1. Absentéisme chez les Indiens au cours de la présente année scolaire, selon la
scolarité.

Ceci, par réserves (Sept-Iles, Natashquan, Romaine, Mingan, St-Augustin, Ber-
simis, Schefferville).

Scolarité	Nombre d'absences		Total
	Homme	Femmes	

2. Abandon (drop-out) au cours de la présente année scolaire, selon la scolarité.

Scolarité	Nombre d'abandon		Total
	Hommes	Femmes	

Notre recherche devra être terminée à la mi-mars. Vous serait-il possible de demander
à vos conseillers en éducation de nous fournir ces données le plus tôt possible.

S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
District de Sept-Iles.

BEST AVAILABLE COPY

M. Léon Gagné,
Surveillant de l'Education,
Sept-Iles, P.Q.

SEPT-ILES, le 15 février 1972
379/29-16

Nous sommes à faire une recherche pour préciser des objectifs de travail. Pour des objectifs de travail. Pour compléter notre cuillette de données, nous aurions besoin de quelques renseignements concernant la situation scolaire.

1. Absentéisme chez les Indiens au cours de la présente année scolaire, selon la scolarité.

Ceci, par réserves (Sept-Iles, Natashquan, Romaine, Mingan, St-Augustin, Ber-simis, Schefferville).

Scolarité	Nombre d'absences		Total
	Homme	Femmes	

2. Abandon (drop-out) au cours de la présente année scolaire, selon la scolarité.

Scolarité	Nombre d'abandon		Total
	Hommes	Femmes	

Notre recherche devra être terminée à la mi-mars. Vous serait-il possible de demander à vos conseillers en éducation de nous fournir ces données le plus tôt possible.

*Original signé
par S. Lemire*

S. Lemire,
Travailleuse Sociale,
District de Sept-Iles.

Date	6/14/2010
Serial or Control No. N° de série ou de contrôle	022293
Date of Cheque - Date du chèque	

Cheque No. - N° du chèque

Doc
ocum

Financial
control
Contrôle
comptable

activity
ct. d'acRes.
Centre

**Vote
Credibly**

rog.

Enc. 4. fin

5

Marqu

- R

/emark

1210

378

201

12

04

1

1

1

Approved for payment & requisitioned pursuant to
Section 26 of the Financial Administration Act.

Approuvé et paiement demandé conformément à l'article 26 de la Loi sur l'administration financière.

Certified Correct - Certifiée conforme

000660

Authorized Officer – Fonctionnaire autorisé

Authorized Officer - Fonctionnaire autorisé

Services Officer -- Agent de services.

ANL 155A (11.71) 7530-21-029-3766

If not authorized under both sections of the Act — delete the word “ and...”.
S’il n’y a pas eu autorisation en vertu des deux articles de la loi en question.

question: supprimer le mot "et"

BEST AVAILABLE COPY

7 février 1972

M Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien,

DOIT À SERVICE SOCIAL DE GASPE, C.P. 39, Gaspé, P.Q.

CONDITIONS:

Référence: Contrat de Service - Réserves Indiennes
de Maria et Restigouche

Facturation 1971-72

\$18,145.00

GEORGES CABOT, DIRECTEUR

SERVICES ADMINISTRATIFS

SERVICE SOCIAL DE GASPÉ

SEPT-ILES INDIAN AGENCY
RECEIVED

FEB 10 1977

000661

CONVENTION A L'EGARD D'UN CONTRAT DE SERVICE ENTRE

Le gouvernement du Canada, représenté par le Ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien,

29-16-2

D'UNE PART,

ET,

BEST AVAILABLE COPY

Le Service Social de Gaspé

D'AUTRE PART.

En vertu de la présente convention, le Service Social de Gaspé accepte de fournir des services sociaux professionnels aux Indiens qui vivent dans les réserves de Maria et Restigouche. Les services comprendront l'orientation individuelle et familiale; la consultation auprès des administrateurs, si nécessaire, sur les circonstances entourant l'octroi d'assistance financière; la protection et la garde d'enfants délinquants, manquant de soin ou abandonnés; la présentation de cas à la Cour du Bien-Etre Social; le placement d'adultes; l'organisation communautaire et l'action sociale auprès des communautés indiennes et de ses membres en rapport avec les besoins exprimés par les conseils de bandes, des groupes d'individus et des officiers du Ministère.

Le Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien accepte de payer au Service Social de Gaspé un montant ne dépassant pas \$18,145.00 pour l'année financière commençant le 1er avril 1971 et se terminant le 31 mars 1972 en vue de payer les dépenses de praticiens sociaux engagés à plein temps, les services de surveillance professionnelle, les frais de déplacement, les services de secrétariat et d'administration ainsi que les consultations professionnelles au fur et à mesure des besoins.

Le Service Social de Gaspé pourra demander, à l'occasion, au Ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien une avance de fonds que l'organisme de bien-être social utilisera pour payer les frais des services mentionnés au premier paragraphe.

La présente convention restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1972 sauf si l'une ou l'autre des parties en cause décide de mettre fin à l'accord en faisant tenir à l'autre partie un avis par écrit à cet égard, au moins un mois avant la date de cessation.

La présente convention pourra être renouvelée pour l'année financière 1972-73 suivant l'estimation des frais établis par le Service Social de Gaspé et présentée par ce dernier au plus tard le 1er mars 1972.

Signée au nom du Service Social de Gaspé (Québec)

Signée au nom du gouvernement du Canada

Témoin

Témoin

Date

Date

JAN 10 1972

00748 JAN 17 72

000662

Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

Gaspé, le 7 février, 1972.

Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord Canadien,
a/s Mademoiselle Suzanne Lemyre,
700, Avenue Laure,
Suite 19,
SEPT ILES, P.Q.

OBJET: Contrat de Service 1971-72

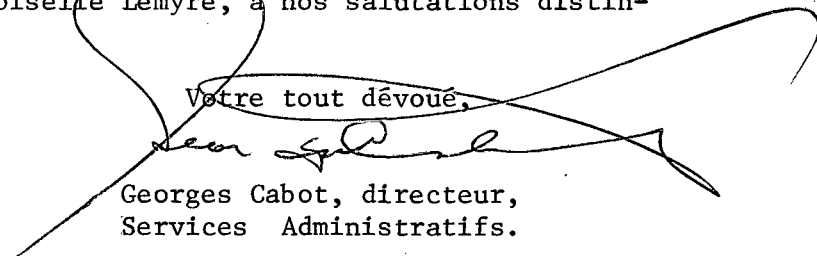
Mademoiselle Lemyre,

Suite à une conversation téléphonique de Monsieur
Pauzé, nous vous faisons tenir un état de compte relatif au con-
trat intervenü le 16 décembre dernier.

Nous vous avons déjà fait tenir un état de compte
indiquant une facturation des 10/12 du montant inscrit au contrat.
Ce premier état de compte pourra tout simplement être annulé.


Nous espérons le tout à votre satisfaction et vous
prions de croire, Mademoiselle Lemyre, à nos salutations distin-
guées.

Votre tout dévoué,


Georges Cabot, directeur,
Services Administratifs.

GC/cb



 *Service Social du Saguenay*

768 RUE BOSSE
HAUTERIVE, QUE.
TEL: 589-2013

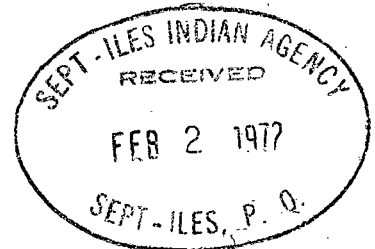
Sept-Iles, 1 février 1972.

29-16

FORESTVILLE
2e Ave. C. P. 489
TEL: 587-2204

SEPT - ILES
405, Brochu
TEL: 962-2578

Mlle Suzanne Lemire
Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord Canadien
700, avenue Laure
Sept-Iles, P.Q.



SUJET: Foyer de groupe
Malioténam

HAVRE ST-PIERRE
C. P. 188
TEL: 445

Salut,

SHEFFERVILLE
Hôtel de Ville
TEL: 585-2256

Pour faire suite à notre rencontre du 10 janvier 1972, je te précise les ententes que nous avons établies en présence de monsieur Jacques Coster et monsieur Léon Gagné, en ce qui touche les responsabilités du foyer de groupe.

Primo, la responsabilité professionnelle du foyer de groupe revient pleinement au Service Social du Saguenay, c'est-à-dire qu'il assume:

- La définition des normes et des critères d'opération
- La supervision du couple et évaluation du fonctionnement.
- Le placement et le follow-up des enfants.

. . . 2

Secondo, le Ministère des Affaires Indiennes continue de se charger de l'entretien matériel du foyer et du salaire du couple, selon les normes acceptées, aussi longtemps qu'une formule d'opération plus définitive n'aura pas été trouvée.

Tertio, l'éducatrice de groupe, Soeur Brigitte Bouget, employée du Ministère des Affaires Indiennes qui a parmi ses fonctions, celle de surveiller et de conseiller le couple indien chargé du foyer, relève professionnellement pour cette fonction du Service Social du Saguenay.

Ces ententes nous les considérons provisoires, compte tenu, que nous voulons évaluer l'efficacité et l'adéquation de cette ressource, ce qui nous amènera sans doute à des modifications et dans la conception du foyer de groupe et dans son fonctionnement.

Merci de ta collaboration.

SERVICE SOCIAL DU SAGUENAY
Filiale de Sept-Iles


Jacques Paradis, t.s.p.

Coordonnateur aux Affaires Indiennes

JP/sc

M. Jacques Paradis,
Service Social de Sept-Iles,
Sept-Iles, P.Q.

SEPT-ILES, le 31 janvier 1972.

379/29-16

Monsieur,

Je suis à repenser nos procédures pour le placement d'enfants en foyers nourriciers. Afin de nous rendre la chose plus facile au point de vue administratif, vous serait-il possible de nous faire parvenir aussitôt qu'un placement a été décidé, les formules d'application (tout en conservant pour vos dossiers la copie bleue). Nous vous retournerons ensuite, une copie autorisée.

Au moment de la cessation d'un placement, nous apprécierions recevoir la copie bleue, pour établir des statistiques concernant le nombre exact d'enfants en foyer nourricier, ceci pour nos prévisions budgétaires.

Merci de votre collaboration.

Original signé par
Suzanne Lemire
Suzanne Lemire
Travailleuse sociale
Min. des Affaires Indiennes
700, ave Laure, suite 19
Sept-Iles, P.Q.

p.j. Formule de placement d'enfants.

MEMORANDUM

CLASSIFICATION



TO
A

Mlle. Suzanne Lemire,
Travailleur Social de District,
700 Ave. Laure, Suite 19,
Sept-Iles, P.Q.

YOUR FILE No.
Votre dossier

379/29-16

OUR FILE No.
Notre dossier

FROM
De

O'Neill Côté,
Conseiller en Education,
Case Postale 363,
Schefferville, P.Q.

DATE Le 21 janvier 1972.

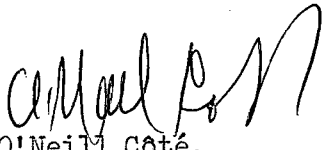
SUBJECT
Sujet

ANIMATION SOCIALE: Lynn Ross

Je vous fais parvenir le rapport de M. Ross
concernant les 15 premiers jours de janvier.

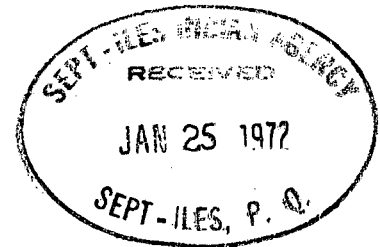
J'espère que vous prendrez en considération
les remarques pertinentes qui sont faites dans ce rapport et que vous ap-
porterez les réponses lors de votre prochaine venue à Schefferville,

OC/nml


O'Neill Côté,
Conseiller en Education

Amp.: M. Jacques Coster,
Surveillant des Affaires Communautaires

M. Léon Gagné,
Surveillant de District à l'Education



BEST AVAILABLE COPY

210 Lorraine Cresc.
Schefferville, P.Q.
January 20, 1972.

REPORT ON VISITS OF ADULTS TO BLOCK 16 DURING FIRST HALF OF JANUARY 1972:

The following persons visited the model house at Block 16 and a guided tour with explanation of different facets of the house was given:

Mr. & Mrs. Philip Einish
Mr. & Mrs. Sammy Pien
Mr. & Mrs. Daniel Mameanskum
Mr. Isaac Pien
Mr. & Mrs. John Peastitute
Mr. Philip Peastitute
Mr. & Mrs. Sammy Chescappio
Mr. & Mrs. Elijah Einish
Mr. & Mrs. Robert Pien
Mr. & Mrs. Luke Guanish
Mr. & Mrs. David Swappie
Mr. Teddy André (Instructor-in-training)

[Some of the questions raised concerned the following: rent, will oil be provided? what furnishings will be provided -- i.e. stove? refrigerator?

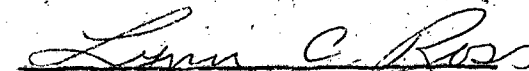
The model home has many items which will take time for the Nascapi people to become well acquainted with (i.e. regulating faucets, showers, and thermostats) but for the women these difficulties will, hopefully, be overcome with the day courses. The men seem more accustomed to mechanical equipment, such as the aforementioned, than the women.

The Nascapi people are very interested in the new homes and visit them willingly.

Recommendations:

The evening session in the model house on Block 16 is only an introduction. If time allows before moving to the new homes, those persons showing the most difficulty of adjustment should make a second visit.

Once the families have moved into the new homes, frequent visits should be made during the first two months to help with any problems that arise.


Lynn C. Ross

Service Social de Gaspé

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

C. P. 39 - GASPÉ
Tél.: 368-3381

FILIALES:

BONAVENTURE
C. P. 308
Tél.: 534-2272

CAP-AUX-MEULES
C. P. 268
Tél.: 986-2230

GASPÉ
C. P. 39
Tél.: 368-3381

STE-ANNE-DES-MONTS
C. P. 307
Tél.: 763-2251

Ministère des Affaires Indiennes
et du Nord Canadien,
a/s Mademoiselle Susanne Lemyre,
700, Avenue Laure,
Suite 19,
SEPT-ILES, P.Q.

Gaspé, le 2 février, 1972.

*by mail
dated February 7, 1972*

OBJET: Contrat de Service 1971-72

Mademoiselle Lemyre,

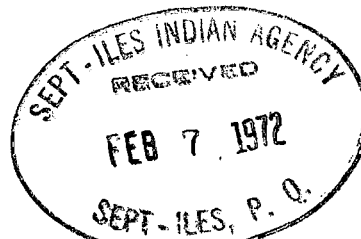
Suite à votre conversation téléphonique du 11 janvier
dernier avec le Directeur de notre agence, Monsieur Fournier,
et à votre demande, nous vous faisons tenir notre facture.

Nous espérons le tout à votre satisfaction et vous
prions de croire, Mademoiselle Lemyre, à nos salutations distin-
guées.

Votre tout dévoué,

Georges Cabot, directeur,
Services Administratifs.

GC/cb



24. 46 Head

2 février

19 72

M Ministère des Affaires Indiennes et du Nord Canadien

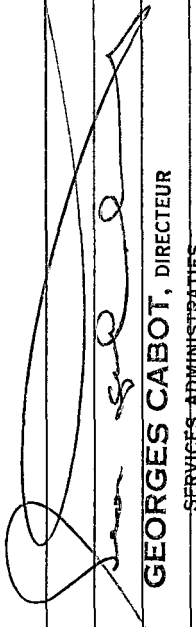
DOIT À SERVICE SOCIAL DE GASPE, C.P. 39, GASPE, P.Q.

CONDITIONS:

Référence: Contrat de Service - Réserves Indiennes de Maria et Restigouche.

Facturation 10/12 de \$18,145.00

15,120.80


GEORGES CABOT, DIRECTEUR
SERVICES ADMINISTRATIFS

SERVICE SOCIAL DE GASPÉ

ROUND TRIP MEMORANDUM
GOVERNMENT OF CANADA



NOTE DE SERVICE ALLER RETOUR
GOUVERNEMENT DU CANADA

FROM
DE

C. T. BROWN

File No. (originator) - Dossier n° (source)

379/28-16-2

TO
A

Surintendant, District Sept-Îles

File No. (addressee) - Dossier n° (destinataire)

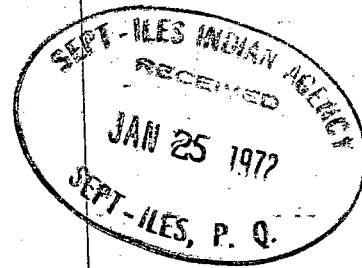
Subject - Sujet

Contrat de service Agence de Service Social de Sept-Îles

Ci-jointes contrat de service dûment signé.

Pour transmission à l'agence + copie pour le district

BEST AVAILABLE COPY



Signature

[Signature]

Date

Reply - Réponse

Copie envoyée au S.S. le 25-1-72

[Signature]

Signature

Date

ADDRESSEE
DESTINATAIRE

Please add reply - Keep this copy and return No. 2 to originator.
Ajouter la réponse - Garder cet exemplaire et renvoyer le n° 2 à la source.

000671